

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

La grande parade du cirque «K»

*par Roger HAGNAUER*

Indépendance nationale et libre pensée

*par Robert LOUZON*

La personnalité du militant

ouvrier français (suite et fin)

*par Jean MAITRON*

La victoire des métallos aux U.S.A.

*par A.-J. GOLDBERG*

L'évolution du syndicalisme américain

*par Hugo ROLLAND*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 8 NF ( 800 fr.)  
Un an . . . . . 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois . . . . . 10 NF (1.000 fr.)  
Un an . . . . . 18 NF (1.800 fr.)  
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne  
14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTral 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 449 - Avril 1960

Appel aux travailleurs . . . . .	L'Union des syndicalistes R. HAGNAUER
Après la grande parade du cirque « K » ..	
A travers les livres : Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du Second Empire (de M. Dommanget) . . . . .	R. H.
Chronique de l'Union des syndicalistes : Premier Mai 1960. — L'ouvrier russe travaille-t-il effectivement sept heures par jour ? — Notre tract. — Mort d'un charpentier en fer. — La C.N.T. espagnole va-t-elle se réunifier ? — Le congrès espagnol de Clermont-Ferrand. — Un numéro spécial de « l'École émancipée » sur l'Espagne. — Et la révolution cubaine ? — Une nouvelle atteinte à la liberté individuelle . . . . .	R. GUILLORE A.-J. GOLDBERG H. ROLLAND
La grève de la sidérurgie américaine . . . . .	
L'évolution du syndicalisme américain . . . . .	
Notes d'économie et de politique : Indépendance nationale et libre pensée . . . . .	R. LOUZON J. et J. CORNEC
Un grand militant disparu : Louis Léger. (Avec une lettre d'Henri Bordes et le témoignage de Fontaine.)	
La démocratie industrielle . . . . .	L. M.
La personnalité du militant ouvrier français (suite et fin) . . . . .	J. MAITRON
Lettre des Pays-Bas : Drôles de grèves ..	R. D.-J.
Parmi nos lettres : Le mouvement ouvrier et le M.N.A. (A. Giacometti). — Précisions sur le Liban (J. Gallienne). — L'internationalisme méconnu (G. Suant). — Sur une adhésion au M.S.U.D. (D. Renard). — A propos de la « V.O. » (Chantaisais).	

## ENTRE NOUS

Ce numéro d'avril paraît alors que s'éteignent les lampions allumés en France pour la tournée publicitaire de M. « K. » et à Londres pour la réception de « notre » Général.

On ne trouvera ici aucune trace du renforcement sentimental de l'entente franco-anglaise. On pourrait cependant évoquer, par-delà les cérémonies officielles, des images vieilles de près de vingt ans. L'enthousiasme certainement spontané de la foule londonienne est autre chose que l'hommage au Chef de l'Etat français.

On voulait surtout saluer l'homme qui symbolisa une résistance presque désespérée à l'hitlérisme. Le symbole nous intéresse plus que l'homme. Que cela plaise ou non, il faut bien reconnaître que le peuple anglais reste le seul qui en Europe n'a jamais capitulé devant le totalitarisme. Par-delà les rivalités économiques, puisse-t-il demeurer fidèle à sa plus noble tradition... celle qui provoquait l'admiration de Voltaire au XVIII<sup>e</sup> siècle, celle qui interdisait à un bourreau du peuple hongrois l'entrée d'un établissement public au XIX<sup>e</sup> siècle, celle qui le raidissait il y a vingt ans non contre l'Allemagne, mais contre Hitler.

C'est dans cet esprit que les peuples de France et d'Angleterre devraient accueillir le représentant ukrainien de l'U.R.S.S., qui a grandi dans le sang des peuples ukrainien et russe. Dans le mouvement ouvrier, seules notre R.P. et l'Union des Syndicalistes ont réagi, comme tous les révolutionnaires, les communistes, les socialistes, les libertaires, les syndicalistes, les internationalistes, les libéraux auraient dû réagir. Hélas ! en dehors

d'un quotidien conservateur et de quelques feuilles réactionnaires, nous fîmes seuls à engager la lutte, sans compromis, avec intransigeance contre l'hommage rendu à un homme qui symbolise la liquidation de la Révolution russe et de l'Internationale communiste, l'extermination des socialistes et des libertaires, la domestication des syndicats, le mépris des libertés fondamentales.

Un socialiste autonome évoquait... « l'alliance franco-russe ». Un bon camarade libertaire parlait avec quelque attendrissement du passé de M. « K. ». Un grand écrivain catholique et libéral qualifiait de « vieil ouvrier marxiste » ce bureaucrate qui depuis plus de quarante ans n'a pas connu d'autre atelier que les officines du Parti et qui ignore tout du marxisme. Certes, après son grand discours programme, le Monde et l'Express ont publié des critiques assez pertinentes de ses idées, mais sans cet accent passionnel que le régime khrouchtchevien justifie...

Même si M. « K. » ne représentait pas un passé d'oppression sanglante, sa propagande resterait foncièrement contraire à l'esprit révolutionnaire. Celui-ci n'appelle pas l'adhésion à un communisme paradisiaque, mais l'action pour la libération ouvrière et la réalisation du socialisme par un MOUVEMENT OUVRIER LIBRE.

Nous pourrions éprouver quelque découragement. Le succès du tract de l'Union : Khrouchtchev chez De Gaulle (dont on trouvera la preuve en ce numéro), le recrutement de nouveaux abonnés de la R.P. autorisent au contraire des espoirs renforcés. En une telle conjoncture, si notre isolement est la rançon de notre fermeté, il confirme aussi la nécessité de notre effort. Aujourd'hui, comme il y a vingt ans, comme il y a trente-cinq ans, nous ne jouons pas d'autre carte que celle de la liberté ouvrière.



# APPEL AUX TRAVAILLEURS

Pendant douze jours, Paris et diverses villes de province vivent à l'heure russe :

Un policier tous les dix mètres, les pompiers sur les toits, les maisons fouillées, les inscriptions « subversives » effacées par les agents de l'ordre, la gendarmerie et l'armée mobilisées, les réfugiés politiques envoyés en Corse ou à Belle-Isle, des milliers d'ouvriers étrangers astreints au contrôle biquotidien dans les commissariats...

Est-ce l'image du socialisme pour lequel la classe ouvrière a tant lutté et pour lequel des milliers de militants ont sacrifié leur vie au combat ?

Non, le socialisme est avec ceux qui veulent la liberté et l'émancipation des travailleurs. Il n'est pas avec Nikita Khrouchtchev, successeur de Staline, maître d'un régime de dictature, d'arbitraire, de parti unique, de censure et de camps de déportation. Il est avec les ouvriers de Budapest qui, il y a trois ans, étaient écrasés par les tanks de l'Armée Rouge pour avoir revendiqué le droit à la parole et le contrôle ouvrier des usines. Le socialisme est avec ceux que l'on déporte et que nul Etat ne protège : les travailleurs antifranquistes espagnols, les ouvriers des pays de l'Est, les intellectuels qui ont fui la prison.

**L'Union des Syndicalistes**, qui groupe des militants ouvriers appartenant à toutes les centrales et fédérations syndicales, et qui demeure fidèle à l'internationalisme ouvrier, appelle tous les travailleurs et tous les syndicats à protester :

**CONTRE LA DEPORTATION DES MILITANTS OUVRIERS EMIGRES ;**

**CONTRE LE CONTROLE POLICIER DES TRAVAILLEURS ETRANGERS ;**

**CONTRE LA COLLUSION DES POLICES FRANÇAISE, FRANQUISTE ET RUSSE.**

**TRAVAILLEURS !** Qu'espèrent les industriels qui font visiter leurs usines au dictateur russe et qui sont partisans des « Bonnes relations » avec l'U.R.S.S. (comme leurs parents l'étaient avec l'Empire des Tsars) ? Ils comptent sur de bonnes affaires et de belles commandes.

Que retiennent de leurs voyages en Union Soviétique les dirigeants politiques et les technocrates de toutes tendances ? Comme l'a publiquement déclaré le Président de l'Assemblée Nationale, Chaban-Delmas, ils reviennent avec des recettes de surexploitation de la main-d'œuvre : « Austérité. Rendement. Discipline. Pas de grèves. Seule la production compte. »

En Russie dite « socialiste », comme en France capitaliste, ce sont les travailleurs qui font les frais des politiques de « grandeur ».

**L'Union des Syndicalistes**, qui poursuit la tradition des Fernand Pelloutier et de tous les militants syndicalistes authentiques, met en garde la classe ouvrière contre les mirages de tous les totalitarismes, ceux de l'hypernationalisme français et du colonialisme comme ceux de l'impérialisme russe.

**L'Union des Syndicalistes** rappelle que la grande et seule leçon d'un siècle de luttes est que la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même.

Elle appelle les travailleurs conscients qui rejettent les jeux des gouvernants, à faire du syndicat de leur choix l'instrument, indépendant de tous les pouvoirs, de leur combat revendicatif et de leur émancipation.

**L'UNION DES SYNDICALISTES.**

# A chacun la vérité révélée ou démontrée

Je voyais et j'écoutais, l'autre soir, à la télévision, la pièce de Pirandello, **Chacun sa vérité**, montée et jouée, il y a plus de trente-cinq ans, par Charles Dullin, que son successeur dans le rôle principal ne fait certes pas oublier.

Le sujet tient du « suspense ». Une petite ville italienne est agitée par un mystère. C'est celui dont s'entoure un fonctionnaire nouvellement installé, rescapé avec sa femme et sa belle-mère d'une catastrophe ayant anéanti son village et tous ses proches. La femme sequestrée ne peut qu'entrevoir sa mère de loin. Le gendre prétend que sa belle-mère, folle, croit vivante sa première femme, morte. La belle-mère prétend que son gendre, fou, prend sa fille pour une seconde femme. On ne saura pas la vérité, « l'objet » du mystère, l'épouse, refuse de dévoiler son identité.

Si je m'égarais dans le courrier théâtral, c'est que ce soir-là, autour de moi, on souriait en me regardant : « Tu vois... combien sont vaines tes prétentions « historiques ». Impossible de connaître la vérité actuelle et a fortiori, la vérité historique... »

Hélas ! pour moi. Ce que Pirandello m'apprend, c'est la nocivité de certaines acrobaties pseudo-philosophiques, que l'on peut juger comme d'agréables fumisteries. Sous la virtuosité scintillante du dramaturge, quelle médiocrité intellectuelle ! Pour que la démonstration soit rigoureuse et logique, l'hypothèse est stupidement arbitraire : pas une maison, par un habitant, pas un registre d'état civil, pas un témoin... Pirandello avait-il prévu les dissolutions nucléaires ? Un fonctionnaire dont la mutation régulière s'est effectuée sans dossier... Une femme qui, priée de dire si elle est la fille, de la belle-mère ou la seconde femme du gendre, déclare tout simplement — parce qu'il faut bien finir la pièce — qu'elle est l'une et l'autre !... ce qui est tout simplement absurde.

On m'objecte que Molière aussi a multiplié les invraisemblances dans ses dénouements. D'abord ceux-ci demeurent pertinents et explicables. Ensuite ce sont des mesures rituelles pour finales... qui n'ont aucune valeur et n'ajoutent rien à la pièce. Tandis que la « parabole » de Pirandello a pour but de prouver la vanité de toute recherche objective des faits. On ne peut donc apprécier la conclusion que par la solidité du raisonnement.

Si je m'attarde en cette escapade, c'est que le « pirandellisme » — quoique fort déprécié — ne cesse pas d'exercer des ravages. On ne croit pas en la vérité historique. Est-ce pour « faire table rase » ?... Alors il ne faut pas propager ou subir des impostures, même parées en légendes tragiques ou rayonnantes.

Certains ces jours derniers saluent en M. Khrouchtchev... un **messager de la paix, ou le représentant de l'Internationale Communiste, ou la personification de la Révolution socialiste russe.**

M. Khrouchtchev a lui-même évoqué la **vieille alliance russe**, seule capable de contrarier le **militarisme belliciste allemand** dont il redoute la renaissance.

Etes-vous pirandelliens ? Vous acceptez alors ces « vérités » comme vous pourriez à la rigueur accepter les nôtres... si elles étaient rentables. Mais si vous êtes sérieux, vous ne pouvez que confirmer ou infirmer ces propositions par l'étude objective des faits...

## L'IMPERTINENTE INTERNATIONALE

Or, à la base, il y a une contradiction fondamentale, irréductible, même une double contradiction.

On n'est pas internationaliste, lorsque sous les homélies de la coexistence, on parle en homme d'Etat représentant une grande puissance, dont on souligne — entre deux phrases goguenardes et amicales — la force menaçante, lorsqu'on confond le socialisme et l'Etat que l'on gouverne. Il est peut-être impossible de servir à la fois un Etat national et la classe ouvrière internationale. Mais ni Marx, ni Lénine, ni Trotsky ne concevaient l'Internationale hors de la classe ouvrière internationale. Nous abusons quelque peu, il y a quarante ans, en voulant que l'Etat russe et le peuple russe soient de simples instruments de l'Internationale à laquelle nous étions attachés, qu'ils forment simplement l'avant-garde d'une révolution mondiale. Ce rêve cependant se traduisait par une Internationale spontanément chantée, chaque fois que l'on nous présentait des images de la Révolution d'octobre.

Les foules « enthousiastes » qui saluaient M. Khrouchtchev ont acclamé le chef volumineux d'une puissance énorme, sans évoquer, même timidement, cette **Internationale** qui « **fera le genre humain** » (1). Les fidèles obéissaient à des consignes : les plus conscients croyaient peut-être sincèrement que cette omnipotence soviétique consacrait la victoire de leur Internationale, dont ils prouvaient ainsi qu'elle sert exclusivement l'Etat national russe.

Ce qui est terriblement affligeant, c'est que l'on n'ait entendu aucune voix discordante. Personne n'a troublé l'atmosphère favorable aux négociations de M. K. En 1936, lorsque le Rassemblement populaire eut porté au pouvoir le gouvernement socialiste de Léon Blum — soutenu par les communistes — des ministres étaient accueillis par des ouvriers, au chant de « l'Internationale », même lorsqu'il s'agissait de ministres radicaux, Daladier ou Pierre Cot, chargés de l'organisation de la Défense nationale. La presse réactionnaire se déchaînait souvent, en relation des manifestations aussi impudentes. Cette fois, elle n'en a guère eu l'occasion.

Car l'hypocrisie est aussi facile à déceler d'un côté que de l'autre. Des deux côtés, on use de cartes truquées. Les agents français de M. Khrouchtchev n'évoquent les glorieux souvenirs de la Troisième Internationale et de la Révolution d'Octobre que pour assurer la soumission passive de leur mandants et de leurs dupes aux intérêts de Moscou.

Les réactionnaires français n'agitent le spectre du communisme que pour obtenir de M. Khrouchtchev des conditions plus avantageuses, à moins qu'ils ne jouent la carte du nationalisme intégral, et qu'ils réservent à M. Khrouchtchev la même hostilité qu'à Ike. Obtuse inconscience ou chantage prévoyant ! Il y a sans doute le mythe de la « France seule » ! Aussi la vente au plus offrant. Il paraît que cela a réussi à Nasser.

Des faits ? M. Khrouchtchev a été aussi bien reçu par les patrons français que par les businessmen américains. Et M. Chaban-Delmas n'est pas seul à penser qu'un peuple soumis à la dictature rouge peut servir

(1) Nous avons écrit cela après la réception à Paris. Depuis, il y eut quelques « Internationales » chantées à Nîmes, à Marseille, à Lille. Spontanément des masses et manque de vigilance des chefs.

de modèle aux travailleurs français. D'autres spéculent sur le bon marché de la main-d'œuvre soviétique. Il n'y a pas là-bas de Walter Reuther pour réclamer le maintien ou l'augmentation du salaire réel. La compétition économique s'engage dans des conditions d'autant plus favorables en U.R.S.S., que l'hypothèse d'une grève des aciéries — durant jusqu'à épuisement des stocks et des réserves syndicales et paralysant même l'éloquence de Ike — n'est envisagée par aucun communiste orthodoxe ou hérétique, par aucun trotskyste, par aucun socialiste molletiste ou autonome. Seuls des extravagants comme nous peuvent préférer le pays de la grève sans... doctrine, au pays de la doctrine.. sans grève.

M. Khrouchtchev a parlé affaires. C'est peut-être son devoir. Aujourd'hui des relations économiques sont souvent déterminées par des contingences politiques, conséquences de l'étatisme totalitaire ou paternaliste.

Il n'est pas question des intérêts ouvriers. On se gardera bien de réclamer à M. Khrouchtchev — qui n'accepterait même pas la discussion — l'équivalence des conditions sociales que l'on revendique au sein de la petite Europe. Mais la réciprocité n'est pas vraie. **Si les maîtres s'accordent, les khrouchtcheviens qui dirigent les syndicats français s'efforceront d'éviter toute action revendicative dans les entreprises exportant en U.R.S.S.** Il y a des précédents... que l'on vous rappellera, si vous le désirez.

Or l'Internationale c'est d'abord la solidarité ouvrière. Sous le drapeau des partis moscouitaires, on acclame l'exploitation des travailleurs russes par l'Etat soviétique, on renforcera l'exploitation des travailleurs français pour l'Etat soviétique.

Contradiction irréductible.

## L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE : TRAHISON DU SOCIALISME

Il en est une autre, moins saisissante, plus profonde peut-être.

Fêté comme personnification de la Révolution d'Octobre 1917, M. Khrouchtchev est salué avec quelque sympathie par tous ceux qui évoquent le souvenir de l'alliance franco-russe et en espèrent le renouvellement. M. Oreste Rosenfeld — du Parti Socialiste autonome — a fleuri lui-même avec tact et discrétion cet héritage de **Félix Faure, de Delcassé, de Poincaré et d'Iswolsky**. Il est vrai que le P.S.A. prétend sans doute revigorer les plus saines traditions du socialisme français. Nous voudrions l'aider fraternellement. En rappelant par exemple ce que disaient et écrivaient les plus grands socialistes : **Francis de Pressensé, Jean Jaurès, Marcel Sembat, Edouard Vaillant**, lorsque le fantôme sanglant Nicolas II — alors tzar de toutes les Russies — reçut en France, en 1905, l'hommage des gouvernants, des diplomates, des militaires, des poètes officiels, des académiciens de cuisine et d'office. Derrière la parade des festivités impériales, ces socialistes d'autrefois cherchaient le peuple russe et lançaient des messages fraternels aux révolutionnaires groupés dans les bagnes de Sibérie. Un dessin de l'« Assiette au Beurre » montrait un de ces forçats lisant dans la presse le récit de la luxueuse hospitalité offerte à leur bourreau par la France des Droits de l'Homme. En Russie... et en Corse, quelques socialistes ont dû éprouver en 1960, une amertume aussi lourde.

Poussons notre fraternelle indiscrétion jusqu'à rappeler qu'en juillet 1914, Jaurès dénonça solennellement, d'une tribune internationale, le pacte qui liait la France à la Russie. Il fallut, deux jours après, assassiner le tribun socialiste pour que l'alliance tant regrettée aujourd'hui nous jetât dans la première guerre mondiale. Car n'en déplaise aux pirandelliens, que la mobilisation générale russe ait précédé toutes

les autres, c'est un fait aujourd'hui absolument établi.

Il n'est pas besoin d'évoquer Lénine pour enregistrer un autre fait : c'est que les socialistes russes de toutes les écoles avaient formellement affirmé, avant 1914, **qu'ils ne reconnaîtraient ni les engagements, ni les dettes du gouvernement tsariste**. Mais il faut accorder à M. Khrouchtchev l'orgueil de le ramener à Lénine. Or, la Révolution d'Octobre 1917 et la paix de Brest-Litovsk furent, par la volonté spontanée du peuple russe et la volonté mûrement délibérée de Lénine, des ruptures totales avec l'impérialisme, la guerre et les alliances militaires.

C'est parce que les bolcheviks ont accompli le vœu de Jaurès, rompu l'alliance franco-russe, et conclu la paix séparée avec l'Allemagne — après avoir adressé à tous les belligérants un appel pour une paix sans annexions, ni indemnités — qu'ils ont conquis et conservé le pouvoir en Russie, qu'ils ont acquis leur légendaire prestige dans le monde entier.

Les réactionnaires français ne s'y trompèrent pas. Le reniement de l'alliance fut le premier grand acte de l'épopée qui consacra la gloire de Lénine, de Trotsky, des combattants d'Octobre. Par une tragique dérision, c'est aussi la cause de l'ascension d'un Staline, puis d'un Khrouchtchev. En célébrant l'alliance franco-russe, l'actuel dictateur soviétique renie ses origines et crache sur la tombe de son... grand-père.

## LA DOUBLE TRAHISON DE 1939

La paix séparée de 1918 est donc une trahison si l'on se place sur le plan de l'alliance franco-russe. Elle est au contraire loyale et logique si l'on se place sur le plan de l'internationalisme socialiste et ouvrier.

Bien au contraire, le pacte Hitler-Staline de 1939 fut une véritable trahison, confirmée par les derniers propos officiels de M. Khrouchtchev.

**Trahison de l'idéal démocratique, de résistance à l'hitlérisme.**

**Trahison d'Octobre 1917, ou plutôt conséquence logique de la liquidation en 1936 et en 1937 des conquêtes et des hommes de la Révolution d'Octobre 1917.** Staline a repris tout simplement sur le plan européen la vieille politique tsariste. C'est son pacte avec Hitler qui lui a assuré le profit d'un nouveau partage de la Pologne, puis la conquête des pays baltes. S'il n'a pu parachever celle de la Finlande dont la résistance était soutenue à la fois par l'Angleterre et par l'Allemagne, il a repris la Bessarabie à la Roumanie.

Là encore, la réalité contrarie les mensonges des apologistes de l'alliance franco-russe, autant que les fantaisies des intellectuels pirandelliens. Il est faux que Staline se soit résigné à l'accord avec Hitler, parce que les pourparlers avec les démocraties occidentales n'avaient pas abouti en août 1939. Il est également faux qu'il ait voulu gagner du temps pour attaquer Hitler à son heure.

Ce qui est vrai, c'est que les sondages du côté de Berlin ont commencé dès les débuts de l'an 1939.

Ce qui est vrai, c'est que le pacte Hitler-Staline était une véritable alliance, avec clauses secrètes, comportant pour les deux parties des engagements que Staline a scrupuleusement respectés, et que l'écrasement de la France en 1940 a valu à Hitler des félicitations chaleureuses de Molotov, alors ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.

Ce qui est vrai — et essentiel dans ce débat — c'est que la rupture avec l'Angleterre et la France s'est produite en août 1939, parce que Staline voulait profiter de l'alliance pour imposer l'occupation militaire de la Pologne et de la Roumanie. C'est que la rupture en juin 1941 avec Hitler fut provoquée

par l'opposition de celui-ci à l'hégémonie russe dans le bassin danubien.

Il ne s'agit plus de juger l'action diplomatique de tous ces Etats, que nous pourrions condamner en bloc. Ce qui détermine notre conclusion, c'est l'évidence d'une politique stalinienne prolongeant simplement (comme en Extrême-Orient d'ailleurs), la vieille politique tzariste. Or la politique européenne de Lénine était diamétralement opposée à celle du tzarisme.

Le pacte Hitler-Staline fut incontestablement la condition déterminante de la guerre de 1939. Hitler n'a attaqué la Pologne que parce qu'il était assuré du consentement de Moscou. Mais ce fut aussi l'éclatante confirmation de la liquidation d'Octobre 1917.

## LA RENAISSANCE DU MILITARISME ALLEMAND

Tout cela ne trouble pas les nostalgiques évocateurs de l'alliance franco-russe. D'aucuns sont même convaincus de la tyrannie khrouchtchevienne, comme de la fourberie stalinienne. Mais ils sont alarmés par le danger allemand. Et si le général semble convaincu de la loyauté d'Adenauer, son entourage s'inquiète de la prospérité et du dynamisme allemands, comme de nombreux camarades socialistes et libertaires — tel M. Oreste Rosenfeld — s'inquiètent du néo-militarisme allemand.

Ici on ne discutera pas des fondements de l'anti-militarisme... sinon pour rappeler que l'armée fut toujours beaucoup plus nocive sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. C'est déjà excessif d'accuser le militarisme d'être la cause essentielle de la guerre de 1914. En 1939, en France et en Allemagne, c'est une idée fautive. Les états-majors militaires redoutaient la guerre. Le temps des épopées aventureuses est passé, s'il a existé ailleurs que dans les poèmes ! Les armées se couvrent de gloire lorsqu'elles exterminent des rebelles désarmés ou insuffisamment armés : Algériens, Hongrois, Spartakistes ou noirs d'Afrique du Sud.

Au reste, on s'acharne sur le militarisme allemand parce qu'il symbolise le génie infernal de l'éternelle Allemagne. Le militarisme n'est dangereux que parce qu'il est allemand. La nationalité paraît essentielle.

Il ne s'agit plus ici de pirandelliens jonglant avec les faits, mais plutôt de « gribouilles » qui constatant la réalité de la pluie, se jettent à l'eau pour ne pas être mouillés. Car, depuis plus d'un siècle, le dynamisme allemand ne se révèle belliqueux parce que l'on s'oppose à son expression pacifique. Il est possible que celle-ci évolue fatalement vers l'expansion agressive. Mais rien ne le prouve, car le processus a toujours été contrarié avant d'avoir atteint son point critique. Faut-il rappeler encore que le succès d'Hitler suivit la grande crise de 1929, que le national-socialisme n'aurait pu être imaginé sans la rupture avec l'Occident, le chômage et une misère générale et désespérante.

Si l'on voulait schématiser par deux formules, évidemment trop simples, résumant cependant de nombreux exemples historiques, on pourrait affirmer qu'une dictature veut avoir l'armée de sa politique, tandis qu'en régime démocratique les forces réactionnaires veulent imposer la politique de leur armée.

Staline et Hitler illustrent la première proposition. Staline a décapité son état-major en 1938 et en 1945 il s'est efforcé de « neutraliser » les chefs militaires en les soumettant à un contrôle rigoureux de l'appareil du Parti.

Hitler eut quelque peine à imposer la guerre aux chefs de la Reichwehr qui fomentèrent contre lui au moins deux complots.

Il se trouve que dans ce dernier cas particulièrement, des institutions — dont nous condamnons le principe — l'Eglise et l'Armée, ont constitué, par esprit conservateur, des barrages et des oppositions à l'esprit totalitaire. C'est pourquoi, nous ne cédon

pas à la logomachie superficielle, et refusons, par anticléricalisme et antimilitarisme « principiels », de favoriser les entreprises totalitaires.

Ici, c'est la politique qui est meurtrière, et tout ce qui s'oppose à elle — même l'armée ! — devient provisoirement utile.

Au contraire, dans les démocraties encore fragiles, la caste militaire sur le plan intérieur représente une force réactionnaire qu'il faut abattre. Les pays anglo-saxons sont immunisés contre ce mal. Et la manière dont Truman s'est débarrassé de Mac-Arthur pourrait rendre plus modestes les Français qui ont subi facilement la pression des généraux d'Algérie.

## L'ALLEMAGNE REMILITARISEE

C'est surtout en Allemagne, pendant la République de Weimar, que le militarisme s'était révélé particulièrement nocif, et que grâce au socialiste Noske, l'armée avait imposé sa politique.

Ce danger existe en effet en Allemagne. Pas en Allemagne fédérale, en Allemagne de l'Est. Il y existe en effet actuellement depuis 1946 des forces de police intérieure qui se dénombrent ainsi : police, 40.000 hommes ; unités de police mobile, 104.000 hommes ; armée nationale populaire, 200.000 hommes ; formations para-militaires, 550.000 hommes, soit au total près de 900.000 hommes armés et encadrés.

A l'heure actuelle, vingt divisions soviétiques modernisées et blindées occupent l'Allemagne orientale.

Cette double armée est là, pour imposer sa politique, c'est-à-dire la politique de M. Khrouchtchev, à l'Allemagne soviétique, à toute l'Allemagne, à toute l'Europe...

De l'autre côté, l'armée fédérale n'existe encore que sur le papier. Les 350.000 hommes qu'elle doit atteindre ne sont pas encore groupés. De plus, elle est entièrement intégrée sous le haut commandement de l'O.T.A.N.

Enfin, l'insuffisance des terres libres dans un pays surpeuplé exige le transfert hors des frontières d'installations logistiques (ateliers, dépôts, magasins, etc.), de pistes d'envol et de centres de formation pour pilotes aériens (2).

## UNE ARMEE DEMOCRATISEE

Mais l'essentiel pour les révolutionnaires n'est pas là. La nouvelle armée allemande peut-elle comme sous Weimar, constituer une force indépendante, capable d'imposer sa politique ?

On ne peut jamais préjuger de l'avenir. Si l'on m'avait dit, il y a vingt ans, que Robert Lacoste deviendrait pro-consul algérien, je ne l'aurais pas cru. Ce qui est certain, c'est qu'aucune armée n'est soumise à un contrôle démocratique aussi sérieux et aussi efficace que la nouvelle Reichwehr.

Les garanties accordées sont incluses dans la Constitution. C'est-à-dire que l'armée — dite Bundeswehr — est soumise à une commission de la Défense issue du Parlement et qui ne dépend ni de l'état-major ni du gouvernement. Le soldat-citoyen peut lui adresser des réclamations, sans passer par la voie hiérarchique. Les « citoyens sous l'uniforme » — selon l'expression d'Auguste Bebel — ont le droit de participer à tous les débats politiques et doivent être informés honnêtement à cet effet. Enfin d'objection de conscience est légalement admise.

Pour être équitable, il convient de rendre hommage au parti social-démocrate qui est intervenu efficacement pour obtenir ces garanties constitutionnelles. Ce qui prouve que s'il est de moins en moins socialiste, il reste suffisamment démocrate.

(2) Cf. article d'Etienne Antherieu. « Le Figaro » du 2-3 avril 1960

Au reste, tous les observateurs désintéressés reconnaissent que le peuple allemand répugne à tout nouvel engagement militariste, que c'est en Allemagne fédérale que l'antimilitarisme reste le plus virulent.

Il est vrai que les sociaux-démocrates s'affirment contre la politique atlantique du chancelier Adenauer. Peut-être pour marquer des points dans la compétition électorale. Aussi parce qu'ils portent leurs espoirs dans une réunification allemande, conditionnée par la neutralité et qui serait finalement acceptée par l'U.R.S.S. Illusion quelque peu dangereuse, à notre avis. Mais qui donne plus de prix encore au jugement qu'ils portent sur « **l'hypocrisie communiste** ».

Citons des extraits d'un article de Fritz Eiler, membre du Bundestag, publié dans leur bulletin officiel de février 1960 :

*Les communistes sont en faveur de la protection militaire de leur domination tyrannique. Ils approuvent une politique sans scrupules de tanks et de baïonnettes même utilisés contre des ouvriers, lorsque les ouvriers se dressent contre la domination qui leur a été imposée comme ce fut le cas en 1953 en Allemagne orientale et à Berlin et en 1956 en Hongrie. Nous intervenons pour la protection du droit consistant à pouvoir nous déterminer librement, pour le droit de pouvoir agir pour réaliser des conditions meilleures dans notre partie de l'Allemagne. Ce faisant, nous protégeons aussi le droit de celui qui pense autrement que nous.*

*Pour les communistes, toute arme en leurs mains assure la « protection de la paix », toute arme dans les mains d'autrui constitue une menace.*

*Le Parti social-démocrate est pour un désarmement honnête, mais non pas selon une procédure qui ferait qu'une des parties conserverait ses armes en dernière analyse.*

*Les communistes, dans leur partie de l'Allemagne, vont jusqu'à cultiver les traditions militaires, avec les défilés de parade devant des spectateurs réunis sur commande, la mise en uniforme de la vie publique bien au-delà de ce qui paraît décent, la militarisation de la jeunesse et aussi des entreprises.*

*Le Parti communiste unifié (S.E.D.) dirige sa propagande contre les bombes atomiques dont disposent les Américains, mais considère avec complaisance les vantarades de l'U.R.S.S. se targuant de sa puissance atomique et de ses fusées.*

*Nous, sociaux-démocrates, sommes pour un accord loyal mais non pas pour un assujettissement à une volonté étrangère et moins encore assujettissement à la volonté de Ulbricht qui ne dispose pas de la moindre légitimité pour parler au nom d'une partie quelconque du peuple allemand.*

#### **POUR UNE RUPTURE TOTALE AVEC LA CONTRE-REVOLUTION !**

L'acharnement avec lequel M. Khrouchtchev et ses hommes insistent sur le danger allemand, l'opportune publication de livres et de documents sur les atrocités hitlériennes, la nouvelle sanctification des martyrs de la Résistance (dont les cadavres sont exploités comme celui du Poilu inconnu), tout cela traduit autre chose qu'une germanophobie superficielle. M. Khrouchtchev veut exciter le chauvinisme français, afin de réveiller le nationalisme allemand, qu'il saura utiliser demain.

Mais nous voulons aujourd'hui nous adresser surtout aux révolutionnaires qui nous reprochent de nous allier par anticommunisme aux réactionnaires les plus dangereux.

Accordons-leur que notre vieux parti-pris peut nous égarer. Mais qu'ils s'accordent avec nous sur ce que représente M. Khrouchtchev.

**Ce n'est ni la Paix, ni le Socialisme, ni l'héritage de la Révolution d'Octobre. Et son patriotisme russe,**

**ses éloges du nationalisme français, son parti-pris germanophobe sont aux antipodes des valeurs que nous servions en adhérant à l'Internationale Communiste.**

Vous êtes d'accord. Alors, il faut le proclamer solennellement.

J'ai critiqué le « chacun sa vérité » pirandellien. J'ai proposé à chacun le choix entre la vérité révélée (engendrée par des mythes) et la vérité démontrée, basée sur l'observation et l'expérience.

Il y a aussi une vérité révolutionnaire qui accorde le réalisme présent et les courageuses anticipations. Mais — que l'on me pardonne cette référence à l'histoire des religions — si la Réforme de Luther a ébranlé l'Eglise catholique, c'est parce que le moine de Wittenberg a brûlé la bulle pontificale.

Certes les communistes authentiques peuvent — comme les luthériens — élever une nouvelle Eglise que nous combattons. Mais pour nous convaincre de leur intransigeance et de leur pureté, ils doivent d'abord rompre totalement avec l'Eglise officielle.

Luther, pour revenir à l'Evangile, a maudit : l'Antéchrist, le Pape de Rome, qui couvrait d'une terminologie chrétienne des institutions et des mœurs païennes. Pour revenir à l'idéal communiste, il faut d'abord dénoncer le Pape de Moscou qui, sous un verbe communiste incarne l'anticommunisme et la contre-révolution !

Roger HAGNAUER.

## *A travers les*

# LIVRES

### BLANQUI ET L'OPPOSITION REVOLUTIONNAIRE A LA FIN DU SECOND EMPIRE

De Maurice DOMMANGET  
(Cahiers des Annales de Maurice Dommanget.  
Librairie Armand Colin)

Avec une admirable persévérance, Maurice Dommanget continue à édifier son monument historique. Et c'est avec quelque émotion que l'on suit son effort pour fouiller sous le bric-à-brac et les panoplies rouillées de l'histoire romancée et tirer des profondeurs les matériaux imperméables à l'usure du temps.

Nous devons sans doute à l'ami d'Albert Mathiez des ouvrages qui complètent l'œuvre de celui-ci sur la Révolution française, en particulier sur les « *Enragés* » et les premiers communistes : *Babœuf et Maréchal*. Nous lui devons aussi une *Histoire du Premier Mai* et de la *Jacquerie* — une série de brochures sur les *Grands éducateurs socialistes*.

Mais il semble aujourd'hui concentrer ses recherches sur *Blanqui et le blanquisme*. Et après son livre sur *Edouard Vaillant*, ses études sur les différentes phases de la vie de Blanqui, et les idées de l'Enfermé, il nous donne aujourd'hui un « *Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du Second Empire* », qui éclaire une période qui va de l'Empire libéral à la Guerre de 1870-71, qui porte, avec la loi de 1864 légalisant les coalitions ouvrières, la fondation et les premiers Congrès de l'Internationale.

Cette mise en place du blanquisme est particulièrement édifiante pour nous. Elle explique sans doute les conflits qui déchirèrent la Commune de Paris et dissocierent la Première Internationale, qui opposèrent ensuite les syndicalistes aux marxistes, aux anarchistes, aux bolchevistes. Explication qui n'est ni une justification, ni une condamnation. Et peut-être après tout suffit-il pour caractériser Blanqui et le blanquisme de ces phrases de Vallès, citées par Dommanget : « *le petit vieux qui trotte près de moi, tout seul, mais suivi par le regard d'une bande... regardant si au-dessus de la foule ne jaillissait pas une flamme qui serait le premier flamboiement du drapeau rouge.* ».

R. H.

# Chronique de l'Union des Syndicalistes

## Premier Mai 1960

Depuis qu'il est entré dans la tradition ouvrière, le 1<sup>er</sup> Mai a toujours été une journée de lutte pour la réduction du temps de travail. Plus nous « repensons » le syndicalisme — ce que nous n'arrêtons pas de faire — plus nous nous persuadons que l'augmentation des salaires et la diminution du temps de travail sont, en toutes circonstances, les deux premiers points, et les principaux, du programme du syndicalisme ouvrier. C'est par eux, et par eux seulement, que l'on touche à la source même du profit capitaliste. Si l'accroissement de la production et de la productivité (c'est-à-dire de la production dans l'unité de temps) conduit à la fois à l'augmentation des salaires et à la réduction de la durée du travail, alors il est possible de parler d'une évolution du capitalisme, voire d'une modification de sa nature. Sinon, l'exploitation de la force de travail continue et se renforce. La plus subtile argumentation n'y changera rien.

Pour redonner une vigueur nouvelle au Premier Mai, aujourd'hui bien anémié, quand il n'est pas défigurée, ce sont ces deux revendications qui devraient apparaître, dégagées de toute la gangue juridico-légale qui empêche de les mettre en pleine lumière. La journée de huit heures a été accrochée, non sans efficacité, aux Premiers Mai d'hier. Maintenant, dans les affiches, les proclamations, les discours de ce 1<sup>er</sup> Mai 1960, l'ouvrier comme le patron devraient être frappés par ce double cri : *augmentation des salaires, réduction de la journée de travail.*

Toute la question est là. Khrouchtchev le sait. Il attend ses rivaux à ce tournant-là. Nous, nous les attendons tous à ce tournant-là. Aussi bien dans nos discours aux « syndicalistes » qu'il a reçus, que dans son allocution télévisée, Khrouchtchev a dit et redit : « Nous sommes le seul gouvernement qui augmente les salaires en diminuant, en même temps, la durée du travail. » Il a affirmé que l'ouvrier russe faisait actuellement sept heures de travail par jour et qu'en 1964, il n'en ferait plus que six ! Eh bien, beaux messieurs de la technocratie occidentale, c'est là et non ailleurs que git le lièvre, c'est là et non ailleurs qu'il faut se battre, c'est là et non ailleurs qu'il faut prouver la supériorité de votre « système » !

## L'ouvrier russe travaille-t-il effectivement sept heures par jour ?

De tout ce qui s'est dit au cours de la tournée khrouchtchevienne, je ne retiendrai que le dialogue entre Khrouchtchev et un ouvrier des usines Renault à Flins. Voici comment « Le Monde » du 1<sup>er</sup> avril le rapporte :

« Combien gagnez-vous ? » demande M. Khrouchtchev. « Soixante-cinq mille francs par mois. » « Combien payez-vous un repas ? » « Deux cents quatre-vingts francs environ. » « Depuis combien de temps êtes-vous à l'usine ? » « Huit ans. » « Quelle est la durée de votre travail ? » « Je fais en général des journées de neuf heures. »

M. Khrouchtchev : « Chez nous, nous en sommes à la journée de sept heures et le samedi on travaille deux heures de moins. Les vacances en U.R.S.S. sont de deux semaines à un mois et sont entièrement payées. Les dépenses médicales sont en

U.R.S.S. entièrement gratuites, chez vous elles sont payantes... »

— Non, coupe un des travailleurs, chez nous on paye vingt pour cent seulement.

— Oui, mais chez nous, reprend M. Khrouchtchev, c'est zéro pour cent. Sur ce terrain là, vous ne nous battez pas. »

Il y a là-dedans tout ce qu'il nous faut : les salaires, directs et indirects, le temps de travail et les vacances. Sur ce dernier point remarquons déjà que M. Khrouchtchev ne « nous » bat pas (nous lui empruntons sa façon de parler) : en France, la durée minimum des vacances payées est de trois semaines. Sur la question des dépenses médicales, le camarade de chez Renault nous semble un peu optimiste, quoique le mutualisme vienne souvent améliorer les prestations de la Sécurité sociale. Mais pour comparer valablement, il faudrait connaître toutes les conditions des deux systèmes de sécurité dans l'un et dans l'autre pays.

Voyons maintenant le salaire. M. Khrouchtchev ne commente pas ce point. Nous pouvons admettre qu'il ne lui est pas possible de transposer immédiatement dans la monnaie et le pouvoir d'achat de son pays. Mais pour nous, la déclaration de l'ouvrier de Flins est pleine d'enseignement : il gagne donc soixante-cinq mille francs par mois (650 NF) en travaillant neuf heures par jour. Il résulte même des informations données par d'autres journaux, ainsi que d'une mise au point envoyée à la presse par la Régie Renault, que c'est neuf heures trente par jour et cinq jours par semaine qu'il faut entendre, soit quarante-sept heures et demie par semaine. L'ouvrier en question a donc un salaire horaire moyen un peu supérieur à 300 francs. Ça ne casse rien, pour un serrurier, nous dit-on, ce qui doit correspondre, au royaume des « Dauphines », à une qualification moyenne. Dans sa mise au point, la Régie Renault a tenu à préciser qu'au dessus de quarante heures, les heures supplémentaires étaient payées davantage. Mais j'imagine que lorsque le camarade dit : soixante-cinq mille francs par mois, il comprend tout, salaires et primes. Cela revient bien à un salaire horaire moyen d'un peu plus de trois cents francs.

Pour faire sa croûte — sa petite croûte — l'ouvrier de chez Renault doit travailler plus de deux cents heures par mois. En regard, M. Khrouchtchev affirme que le camarade russe ne fait que quarante heures par semaine. Cela est-il vrai ? On va nous accuser aussitôt de mettre en doute la parole du nouveau N° 1 russe. Nous voulons seulement des confirmations réelles. Un capitaliste français voyageant en U.R.S.S. pourrait affirmer sans mentir que la durée légale du travail en France est de quarante heures par semaine. Il mentirait sur la durée effective. Notre inquiétude vient aussi du fait qu'il y a trente ans les publications du parti communiste affirmaient déjà que la journée de travail en U.R.S.S. était de sept heures.

Qu'on nous entende bien : nous serions très satisfaits si notre camarade travailleur russe faisait effectivement sept heures de travail par jour. Nous nous en réjouirions d'abord pour lui. Pour nous ensuite, car il nous fournirait là un argument de poids pour étayer la campagne de réduction du temps de travail en France.

Cela me semble si important que je voudrais que toutes les sources d'information possibles soient uti-

matisme des syndicalistes anglais, de la discipline des masses allemandes, de l'esprit frondeur des ouvriers français. Engels, s'adressant à Lafargue en 1891, soulignait, à propos des classes ouvrières, l'antagonisme du Midi et du Nord. « Vous autres méridionaux, écrivait-il, sacrifiez tout à la forme, les septentrionaux la méprisent trop en se tenant au fond seulement. Vous aimez l'effet théâtral; eux, peut-être, le négligent trop. » Et l'on se souvient du Congrès de Bourges de 1904 au cours duquel le militant Niel, à propos du mode de représentation syndicale, faisait état des différences entre Latins et Germains... Tout ceci est connu et il ne reste plus qu'à tracer la ligne de démarcation entre Nord et Sud, entre Latins et Germains ! Certes on peut admettre par exemple que Merrheim, chaudronnier de La Madeleine-lès-Lille, timide, sérieux, à la volonté tranquille mais ferme, présente assez bien le prototype de l'homme du Nord. Mais il serait tout aussi juste d'attirer l'attention sur les contrastes Pouget-Griffuelhes, tous deux méridionaux puisque l'un est né près de Rodez et l'autre dans le Lot-et-Garonne, sur le même parallèle. Georges Duveau s'est longuement penché sur le problème en ce qui concerne le Second Empire et son analyse l'a conduit à répartir les ouvriers en quatre groupes. Dans le premier figure l'ouvrier des grands centres urbains, Paris ou Lyon. « Si accablé qu'il soit par sa vie professionnelle, il respire néanmoins une atmosphère intellectuelle relativement libératrice » et « l'unanimité que forge la ville l'emporte sur celui que forge l'atelier ou l'usine ». L'ouvrier du second groupe habite le Creusot de Schneider ou d'autres villes similaires avec, à l'arrière-plan, « une toile de fond, toujours la même, représentant l'usine tentaculaire et le patron omnipotent ». Dans ce cas, « la ville sans personnalité propre s'efface devant l'usine; elle ne saurait nourrir les rêves du travailleur » et c'est donc l'atelier qui prédomine et façonne, chez ceux qui y sont asservis, une âme interchangeable mais plus sensible aux réflexes de classe. Les ouvriers des centres urbains de moyenne importance : Montereau, Joigny, Orléans, etc. constituent le troisième groupe. L'unanimité naît moins de la vie professionnelle que de la ville elle-même qui n'orchestre toutefois qu'une mélodie simple. Enfin nous avons l'ouvrier campagnard auquel se rattache l'ouvrier saisonnier au « double visage » dont les réactions plus élémentaires sont souvent plus passionnées.

Volontairement, Georges Duveau a confondu ici deux cadres bien différents pourtant : le cadre géographique et le cadre économique. Le premier a, je crois, une importance secondaire en ce qui concerne la personne du militant et nous devons éviter de nous conduire en disciples trop fidèles de Taine. Demandons-nous plutôt si un certain déterminisme ne relie pas la pensée militante au cadre économique dans lequel elle s'exerce. Georges Duveau répond par la négative en ce qui concerne le Second Empire. La grande usine crée des rancunes, des colères, écrit-il; elle ne façonne pas d'hommes capables de donner une orientation, un sens précis à ces colères. Et nous constatons certes que si les leaders de la Première Internationale sont des ouvriers, ils n'appartiennent pas à la grande industrie. Mais n'est-il pas simplement trop tôt à cette époque — et nous pensons à tout le XIX<sup>e</sup> siècle — pour poser ce problème. Les faits suivants me paraissent, à cet égard, révélateurs. En 1880, 65 % de la population travaille encore dans l'agriculture et au sein de l'industrie la prépondérance appartient à l'artisanat et à la petite fabrique. Il faut attendre 1895 et, pratiquement, 1902 pour qu'existe une Confédération Générale du Travail. Il faut attendre 1905 pour que se crée, par la fusion des chapelles, un Parti Socialiste; encore ne réunit-il que 35.000 membres. Comment, dans ces conditions, dégager une loi sinon par abusive extrapolation ? La grande industrie engendre-t-elle ses fossoyeurs pour reprendre une expression de Marx ? Il est prématuré, avant 1914, de répondre à cette question.

Le problème des intellectuels et de la place qu'ils peuvent occuper au sein du mouvement s'est posé aux ouvriers dès que ceux-ci ont pris conscience de leur existence en tant que classe sociale autonome. Des discussions animées relatives à cette question

surgirent lors de la fondation de la Première Internationale et les Français se montrèrent, au cours des débats, particulièrement intransigeants et « ouvriéristes ». A la Conférence de Londres de 1865 les Parisiens, contre les Anglais, les Belges et les Suisses, insistèrent pour que les manuels soient seuls admis dans l'association. Finalement, chacun demeura libre d'interpréter le terme « travailleur » comme il l'entendait. Mais la discussion reprit en 1866 au Congrès de Genève. Et après avoir été battus en ce qui concerne l'admission des simples adhérents, Tolain, Perrachon et Fribourg demandèrent qu'au moins les délégués soient choisis uniquement parmi les travailleurs manuels. L'amendement Tolain fut rejeté mais l'année suivante, à Lausanne, on vit encore l'imprimeur sur étoffes Louis Rubaud de la Section de Neuville-sur-Saône déclarer : « Nous ne devons accepter parmi nous que des travailleurs, c'est-à-dire des ouvriers manuels. » Les bakouninistes reprirent le débat au Congrès de Genève en septembre 1873. Lors de la discussion, Dumartheray, travailleur manuel appelé tantôt employé, tantôt plombier ou encore lampiste, proposa que l'article des statuts relatifs aux adhésions soit rédigé de la façon suivante : « Ne feront partie de l'Internationale que les travailleurs manuels ».

En théorie et dans les faits, le problème de la place réservée aux intellectuels dans le mouvement ouvrier continue à se poser de la Commune à la Grande Guerre, mais les réponses apportées varient selon les mouvements. Il convient de distinguer d'abord entre les organisations socialistes et l'organisation syndicale. Les militants de la C.G.T., certains d'entre eux du moins, montrèrent de la défiance à l'égard des intellectuels et les articles de Georges Yvetot dans la *Bataille Syndicaliste* et les *Temps Nouveaux* en 1912 révèlent l'existence d'un courant « ouvriériste » particulièrement agressif. En ce qui concerne les socialistes, l'attitude à l'égard des intellectuels varie avec les partis. Tandis que les chefs Allemanistes sont ouvriers, les leaders Indépendants sont intellectuels. Positions moins tranchées chez les Broussistes avec direction ouvrière apparente, direction intellectuelle de fait et chez les Guesdistes où l'équipe dirigeante est formée d'intellectuels alors que les cadres inférieurs ou moyens sont en partie ouvriers ou d'origine ouvrière. Après 1905 on ne peut dire qu'il y eut défiance à l'égard des intellectuels et jamais la question ne fut débattue au cours des congrès du parti unifié. Les comptes rendus de la Commission de vérification des mandats ne nous fournissent aucune donnée sur les professions des délégués, il est difficile, dans l'état actuel des recherches, de préciser la place respective tenue par manuels et intellectuels dans le Parti. Elle rappelle, semble-t-il, la situation existant chez les Guesdistes.

Dans le cadre de l'étude de la personnalité des militants, il serait intéressant de connaître les attitudes mentales qui sont à l'origine du comportement des manuels et intellectuels au sein du mouvement ouvrier. Ces attitudes résultent, pour une part au moins, du rôle moteur assigné à la classe ouvrière par socialistes et syndicalistes. Par ailleurs et quelle que soit l'insuffisance des éléments de réponse qui suivent — nous continuons à poser des problèmes plus qu'à les résoudre — nous croyons utile de préciser quelques-unes de ces attitudes. Devant les iniquités subies par la classe ouvrière, certains intellectuels ont éprouvé un sentiment de culpabilité, un complexe d'humilité. Il illustre l'affirmation de La Bruyère : devant certaines misères on éprouve de la honte à être heureux. Un autre complexe, tout à la fois d'infériorité et de culpabilité, marque le comportement de l'intellectuel qui admet que par ses origines et par sa formation, lui est dévolu, objectivement ou subjectivement, un rôle dont nous dirons par euphémisme qu'il est celui du « gêneur » dans la marche en avant de l'histoire. N'allons pas croire que les intellectuels n'aient aucune responsabilité dans la défiance qu'on leur a témoignée : trop souvent, ils sont allés au peuple pour s'en servir et non pour le servir. Les exemples ne manquent pas... Bref, on peut dire que l'ouvriérisme de certains manuels d'une part, l'arrivisme de certains intellectuels d'autre part ont nui aux rapports entre militants et

lisées pour confirmer — ou infirmer — la déclaration de Khrouchtchev. Les organisations syndicales indépendantes, tous les camarades informés, et même toutes les personnes ayant sur ce point des lumières particulières, devraient répondre à cette question, à mon avis fondamentale et décisive : l'ouvrier russe travaille-t-il effectivement sept heures par jour ?

\*\*

A Flins, M. Khrouchtchev a reçu des travailleurs un volume relié contenant un message et les signatures de trois mille ouvriers et employés. Le message est édifiant, comme nous allons le constater. C'est encore au journal « Le Monde » que j'emprunte cette information.

J'ai aussi sous les yeux un document que la Régie Renault avait remis à la presse à l'occasion de la visite de M. K. ; il en ressort que l'usine de Flins occupait, au 1<sup>er</sup> janvier 1960, 8.795 personnes. Nous en déduisons donc qu'un peu plus d'un tiers seulement ont signé le message. Et maintenant, voyons le texte :

*« De tout cœur, nous vous souhaitons la bienvenue, monsieur le président. Nous formons les vœux les plus sincères pour qu'à l'occasion de votre voyage vous rencontriez partout en France non seulement la courtoisie et la sympathie que mérite un hôte estimé, mais encore la chaude expression d'une amitié traditionnelle entre nos deux pays. »*

*« Nous espérons aussi que vous emporterez de votre séjour en France pleine confirmation de la renommée dont jouissent en U.R.S.S. les travailleurs de la ville et des campagnes, les artistes, les penseurs et les savants français. »*

*« Votre rencontre avec le président de la République, le général de Gaulle, aura, nous en avons la conviction profonde, les meilleures effets sur la coopération amicale et pacifique, sur le développement des échanges économiques et techniques entre nos deux pays. »*

On admirera l'esprit de classe qui anime ce message. Il ne manquerait pas d'intérêt de faire l'analyse sociologique des trois mille qui l'ont signé, et des cinq mille qui ne l'ont pas signé.

## Notre tract

Notre assemblée du 11 mars avait décidé l'édition d'un tract : Khrouchtchev chez de Gaulle. Il a été tiré et diffusé. Son texte était bref, ferme et volontairement mesuré. Il ne laissait aucun doute sur le caractère de notre opposition critique.

Les échos que nous en avons reçus sont en général favorables. Pourtant, je dois signaler que le camarade Jean Duperray, de la Loire, a exprimé son désaccord et celui de certains amis de Saint-Etienne.

Duperray ne manquera certainement pas d'éclairer sa lanterne. Je ne veux pas trahir sa pensée. Je me contenterai de dire qu'il a jugé notre initiative inopportune et qu'il n'accepte pas que nous disions que Khrouchtchev est « le successeur de Staline ». Ai-je besoin d'ajouter que nous ne contestons pas à Duperray le droit d'être, sur ce point, en désaccord avec nous ? Mais si nous n'avions rien fait, une autre partie de nos camarades nous aurait reproché notre carence.

Je tiens également à signaler qu'un camarade, dont le nom importe peu ici, a distribué, seul, le tract en question à la sortie d'une grande entreprise de la région parisienne. La diffusion étant terminée, il a eu une discussion animée, mais non violente, avec les gars de la cellule de l'usine. C'est évidemment une leçon de courage. C'est aussi un exemple dont nous aurons à faire notre profit pour des manifestations ultérieures.

## Mort d'un charpentier en fer

A la fin de cette même assemblée, on est venu chercher précipitamment notre camarade Hoyez, secrétaire du syndicat des charpentiers en fer. Un ouvrier, membre de ce syndicat, était tombé de dix mètres, d'un échafaudage, et s'était tué. Il s'agit du camarade Gabriel Forrest, âgé de 57 ans, syndiqué depuis quarante ans et militant actif.

A 57 ans, ce n'est peut-être plus l'âge de « faire de la voltige » sur les échafaudages. Forrest y remontait, ce jour-là, pour la première fois après trois mois de maladie. Quatre heures après avoir repris son travail, il s'écrasait sur le pavé.

A 60 ans, la retraite anticipée est de 12.000 francs par mois environ. A 65 ans, l'ouvrier touche 23.500 francs par mois. Le salaire moyen dans la profession est de 20.000 francs par semaine pour un compagnon travaillant 54 heures (nous disons bien : *cinquante-quatre heures par semaine !* Cela complète les considérations des premiers paragraphes de cette chronique). Ajoutons qu'après cinq ans de discussion à la commission technique régionale de la Sécurité Sociale, les employeurs ont opposé un refus total aux mesures de protection proposées par le syndicat ouvrier. Les patrons de la Charpente en fer ont eu l'appui de M. Bacon, ministre du Travail, ancien militant C.F.T.C.

Nous empruntons ces dernières informations aux « Informations ouvrières » (correspondance : Annie Cardinal, 43, rue Liancourt, Paris-14<sup>e</sup>).

## La C.N.T. espagnole va-t-elle se réunifier ?

La C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) fut la plus puissante centrale syndicale espagnole avant Franco. Elle s'est illustrée au cours de la guerre civile. Sa doctrine et son action ne sont pas assez connues et méritent d'être étudiées. Dans l'exil, la C.N.T. s'est divisée. Une fraction a son siège à Toulouse et son organe est *Espana Libre*. Une autre a son siège à Paris et elle s'exprime dans *Solidaridad obrera*.

Quelles furent les causes de cette scission ? Je ne suis pas sûr de les avoir bien comprises et il se peut qu'en essayant de les dégager, je mécontente l'une ou l'autre des deux fractions, et peut-être les deux. Disons déjà que c'est avec les camarades de la C.N.T. de Toulouse que l'Union des Syndicalistes a été amenée à travailler. Beaucoup d'entre eux militent dans les syndicats français et sont membres de notre Union. A la C.I.L.O. (Commission Internationale de Liaison Ouvrière), ils sont encore avec nous.

Cette partie de l'ancienne C.N.T. a, à sa tête, un sous-comité national, étant entendu que le comité national véritable agit clandestinement en Espagne. Les camarades de cette tendance veulent ainsi manifester la priorité qu'ils donnent à l'action à l'intérieur de l'Espagne franquiste. Pour abattre le franquisme, ils se déclarent partisans de l'union de toutes les forces antifranquistes, syndicales et même politiques — le parti communiste étant toutefois formellement exclu de cette entente pour des objectifs immédiats et limités (ce qui prouve au moins que nos camarades ont la mémoire fidèle).

La deuxième fraction, dirigée par Frederica Montseny, affirme maintenir la vraie tradition de la C.N.T. espagnole. Sans doute, est-elle liée davantage à la Fédération Anarchiste Ibérique.

La scission a-t-elle des raisons de durer ? Les camarades de la C.N.T. de Toulouse ne le pensent pas. Dans un « plenum » international qu'ils viennent de tenir à Clermont-Ferrand, ils ont manifesté leur volonté de refaire l'unité et ils ont pris, à cet effet, des résolutions pratiques. Si celles-ci conduisaient, à bref délai, à la réunification de la C.N.T. espagnole, nous serions les premiers à nous en réjouir.

## Le congrès espagnol de Clermont-Ferrand

Avec Louis Mercier, je suis allé représenter l'Union des syndicalistes à cette réunion de Clermont-Ferrand où toutes les fédérations locales de France étaient représentées (celles qui sont rattachées à la C.N.T. de Toulouse), ainsi que les fédérations du Venezuela et du Mexique.

Je ne comprends pas la langue espagnole, mais Mercier l'entend et la parle comme père et mère. En ce qui me concerne, je ne peux donc donner que des impressions. J'ai été frappé par l'organisation, la discipline spontanée qui accompagnent l'ardeur des discussions. J'ai eu une idée de cette synthèse de la liberté et de l'organisation que nous recherchons, dans tous les domaines, comme un but. Il faut voir comment le texte d'une résolution, longuement élaboré par une commission, est discuté ensuite, point par point, en assemblée plénière ! Il y a un certain rituel qui surprend le militant français : jamais aucun applaudissement ; la parole est donnée, non à un camarade nommé désigné, mais à Perpignan, à Lyon, c'est-à-dire à la fédération locale, ou bien à la commission, ou au sous-comité national. Ces anarcho-syndicalistes n'ont pas le culte de la personnalité.

Il y a là des militants chevronnés qui ont connu la prison, participé à des « coups durs » ; certains même portent allègrement une condamnation à mort. Mais il y a aussi des jeunes, nés en exil ou qui y sont venus tout enfants. J'ai assisté à une commission des jeunes où Mercier a d'ailleurs fait une intervention — non applaudie, puisqu'on n'applaudit pas — mais qui m'a paru très estimée. J'ai vu aussi des camarades qui, après avoir travaillé en commission jusqu'à une heure très avancée de la nuit, se retrouvaient imperturbablement à neuf heures du matin en séance plénière !

En tout cas, une impression générale de volonté et de sérieux se dégageait de ces discussions. Les tendances, les courants s'y manifestaient, mais en arrière-plan. Il y a une double organisation : fédération locale d'après le lieu de résidence en exil, fédération régionale d'après la province d'origine en Espagne. Phénomène curieux que j'ai aussi constaté dans le mouvement français : Paris semble avoir une position particulière. Il proposait, entre autres choses, le transfert à Paris du siège du sous-comité national. Il fut battu sur ce point par une majorité de deux contre un. Pourtant, les arguments ne manquaient pas en faveur de Paris. Mais on avançait contre lui qu'il ne fallait pas céder à la pression franquiste qui s'exerce sur le gouvernement français. Celui-ci — nous l'avons déjà dénoncé — obéit aux sollicitations du sinistre Franco, cet allié à part entière, singulier représentant de « la défense de la liberté » ! Les camarades espagnols ne sont plus autorisés à se réunir dans des départements trop voisins des Pyrénées. Il y a une ligne de démarcation. C'est ce qui explique le choix de Clermont-Ferrand comme lieu de réunion du congrès.

## Un numéro spécial de « l'École Emancipée » sur l'Espagne

Il faut saluer l'initiative des camarades de l'École Emancipée qui viennent de publier un excellent numéro spécial de leur revue sur l'Espagne 1936 (No Pasaran !). On y trouve une bonne étude du mouvement ouvrier espagnol à la veille de la guerre civile ; des vues sur les opérations militaires et l'ensemble des problèmes politiques de la révolution espagnole. On y retrouve des articles du philosophe anarchiste italien Camillo Berneri, assassiné sur le front de Barcelone. On y relit aussi un article de notre ami Robert Louzon, publié dans la R.P.

du 25 juin 1937 : « La collectivisation dans la petite ville de Puigcerda ».

Le travail de nos camarades de l'École Emancipée me paraît complet et objectif. La critique qu'ils font de la doctrine et de l'action des anarchistes et des anarcho-syndicalistes espagnols — auxquels ils rendent d'ailleurs hommage — est peut-être trop inspirée par l'orthodoxie marxiste.

Pour avoir cette brochure qui est un enseignement et une arme, s'adresser à H. Sarda, Ecole de Courtine, Avignon (Vaucluse). Le numéro : 1 NF.

## Et la révolution cubaine ?

Le Monde a publié une série d'articles de son envoyé spécial Claude Julien sous le titre : « Cuba, ou la faveur contagieuse ». Je relève le passage suivant :

« Autant que j'aie pu m'en rendre compte, les opposants se recrutent uniquement parmi les propriétaires fonciers dont les terres ont été saisies, et les propriétaires d'appartements, dont les loyers ont été réduits. Ce n'est qu'une minorité. Le seul foyer d'agitation possible est constitué par les cinquante mille anciens soldats de Batista, abandonnés par leurs officiers et condamnés à l'inactivité. »

Si le tableau est exact, cela suffit bien à renforcer la sympathie que nous avons spontanément pour la révolution cubaine.

Pourquoi faut-il que dans le même journal (numéro du 31 mars), nous lisions cette déclaration de Fidel Castro, au cours d'une conférence de presse télévisée : « La chute de la République espagnole, puis l'effondrement de la France en 1940, ont été dues à l'anticommunisme. » N'insistons pas sur le deuxième point : il est trop abracadabrants d'attribuer à l'anticommunisme « l'effondrement de la France en 1940 » ; cela ressemble trop à la plus mauvaise façon stalinienne de raconter l'histoire aux enfants. Quant au premier point : la chute de la République espagnole due à l'anticommunisme, il suffit de se reporter aux faits — rappelés en particulier dans la brochure dont nous venons de parler ci-dessus — pour que l'édification soit complète sur le rôle de ce qu'il est convenu d'appeler « le communisme » dans la défaite de la révolution espagnole.

## Une nouvelle atteinte à la liberté individuelle

Rien ne montre mieux, non seulement le recul du mouvement ouvrier, mais même la disparition de l'opinion libérale républicaine, que le silence dans lequel se font aujourd'hui les pires canailleries. Il faut que ce soit un académicien, juriste et avocat éminent, Maurice Garçon, dont nous ne saurions trop souligner à cette occasion la lucidité et le courage, qui dénonce une nouvelle atteinte à la liberté de l'homme qui vient d'être perpétrée en France.

Dans Le Monde du 1<sup>er</sup> avril, il s'élève avec vigueur contre une ordonnance du 13 février qui porte à 120 heures, soit cinq jours pleins, la durée possible de « la garde à vue », délai pendant lequel un prévenu est livré sans contrôle et sans défense, à la merci de la police. Laissons la parole à M<sup>e</sup> Maurice Garçon :

« Ainsi, pendant cinq jours, tout citoyen soupçonné, à tort ou à raison, de quelque infraction à la loi, presque exclusivement en matière politique, est, sans pouvoir être défendu, sans connaître même les charges recueillies contre lui, livré à l'arbitraire le plus absolu, sans contrôle véritable possible. C'est la plus grave atteinte légale à la liberté individuelle dont nous ayons été les témoins depuis plus de cent ans. La présomption d'innocence du prévenu, fondement de la procédure accusatoire, est devenue un leurre. Pendant cinq jours, la procédure inquisi-

*toriale est rétablie, avec tout ce qu'un passé qu'on pouvait croire aboli a enseigné qu'elle peut comporter d'abus. »*

Est-ce la V<sup>e</sup> République qu'il faut seulement incriminer? M<sup>e</sup> Maurice Garçon montre, sans réplique possible, que la voie a été ouverte par les « législateurs » de la IV<sup>e</sup> qui, en 1957, ont introduit dans la loi quarante-huit heures de « garde à vue ».

Pour achever de comprendre où nous en sommes arrivés, de progrès en progrès, il suffit de mettre en regard ce que disait, en 1897 (il y a plus de soixante ans !), M. Jean Dupuy, sénateur bourgeois et rapporteur de la loi rendant l'instruction contradictoire : « Cette loi a pour objet d'interdire ces conversations seul à seul si dangereuses pour l'in-

*culpé innocent et si favorable aux intimidations de toute nature. »* Mesure-t-on assez le chemin parcouru dans la voie de la réaction ?

Nous étions déjà bien coupables d'avoir laissé passer sans y prendre garde la loi de 1957 et l'ordonnance de 1960. Mais maintenant que nous savons, que nous sommes renseignés et éclairés par la saine indignation d'un honnête homme de la bourgeoisie libérale, comme M<sup>e</sup> Maurice Garçon, pouvons-nous nous taire ? Les syndicats ouvriers indépendants, considérés comme les derniers refuges de la liberté, vont-ils garder le silence ? Et y a-t-il encore en France une Ligue des Droits de l'Homme ?

R. GUILLORE.

## Le grève de la sidérurgie américaine victoire de tout le mouvement syndical

Le règlement de la grève de la sidérurgie aux Etats-Unis, au bout de 116 jours, est une victoire non seulement pour la Fédération américaine de la sidérurgie (*United Steelworkers of America*), mais pour tout le mouvement syndical, aux Etats-Unis et ailleurs.

Il ne faut pas en mesurer l'intérêt en considérant exclusivement les avantages financiers qu'il a procurés, encore que ces avantages, on le verra tout à l'heure, soient impressionnants. La véritable importance de cette victoire tient à ce qu'elle a permis à la Fédération américaine de la sidérurgie de conserver son rôle et son prestige et de repousser une offensive générale du patronat contre le syndicalisme américain. Les aciéries ne comptaient évidemment pas pouvoir détruire d'un seul coup le syndicat de leurs ouvriers, mais elles espéraient l'affaiblir suffisamment pour ruiner son influence et détacher de lui ses adhérents.

Non seulement les sociétés sidérurgiques ont refusé de considérer la possibilité d'apporter des améliorations aux clauses matérielles de la convention collective, mais encore elles ont présenté de leur propre chef un programme de leur cru, en 8 points, qui eût affaibli les garanties que la convention collective assure aux travailleurs. Elles ont invoqué pour ce faire des raisons pratiques. Elles ont prétendu que toute amélioration qu'elles pourraient envisager d'apporter à la condition des travailleurs devrait être compensée par un accroissement de la productivité. En d'autres termes, on aurait institué une cadence accélérée et procédé à des licenciements en masse. Les travailleurs restants auraient eu à faire le travail de ceux qu'on aurait renvoyés et reçu pour cela un salaire un peu plus élevé et d'autres avantages.

L'industrie sidérurgique a formulé ces exigences bien que, pour le premier semestre de 1959, ses bénéfices aient atteint un chiffre sans précédent. Et elle a justifié sa position en déclarant que tout relèvement des salaires aurait des effets inflationnistes et ouvrirait la voie à une concurrence étrangère accrue due aux bas salaires payés dans les autres pays.

Ces deux arguments sont spécieux et d'ailleurs les sociétés ne les ont jamais pris vraiment au sérieux, se bornant simplement à les ressasser presque toujours sous la même forme dans des placards occupant des pages entières de journaux, dans des discours, dans les programmes de radio et de télévision et par d'autres moyens de propagande.

Le but véritable des sociétés sidérurgiques était d'infliger aux syndicats une défaite cuisante qui aurait eu pour conséquence inévitable d'affaiblir non seulement la Fédération américaine de la sidérurgie, mais le mouvement syndical tout entier. Elles pensaient le moment bien choisi pour lancer cette attaque ; les syndicats ouvriers étaient

critiqués depuis plusieurs années aux Etats-Unis et quelques syndicats et dirigeants syndicaux donnaient à la presse américaine l'occasion d'accuser tout le mouvement syndical de corruption.

En outre, c'était là peut-être la dernière occasion que les employeurs auraient, pour plusieurs années, de régler leurs comptes avec le syndicat. L'année 1960 est une année d'élections aux Etats-Unis et il est toujours possible que la prochaine administration soit mieux disposée à l'égard des syndicats que l'administration actuelle. De plus, la Fédération de la sidérurgie venait d'être éprouvée par une grave crise économique, près du tiers de ses membres ayant perdu leur emploi au plus fort de la crise en 1958. Les sociétés sidérurgiques calculaient donc que leurs employés ne voudraient pas s'engager dans une grève un peu prolongée à ce moment-là.

L'expérience a montré que les sociétés avaient tristement sous-estimé le loyalisme, l'intelligence et le courage des employés de la sidérurgie. Les 540.000 ouvriers qui ont cessé le travail le 14 juillet 1959 à minuit savaient ce qu'ils faisaient et pourquoi ils le faisaient. Ils n'étaient pas poussés par les gros bonnets des syndicats — ils savaient que cette grève était pour eux une sorte d'Armageddon ; qu'ils ne luttaient pas seulement pour s'assurer dès maintenant une vie meilleure, mais pour conquérir le droit de poursuivre leur programme à l'avenir, de grandir et de se développer. Ils savaient qu'en défendant leur syndicat, ils défendaient aussi leurs droits.

Les syndicats américains ont trouvé un système pratique pour renforcer le rôle de leur syndicat en ce qui concerne les garanties de travail prévues par les conventions collectives : l'employeur n'est plus libre d'exercer un pouvoir arbitraire de façon discriminatoire ou inéquitable. L'employeur est maintenant obligé de reconnaître les droits de ses ouvriers. Cette protection prend diverses formes. L'une d'elles est l'ancienneté, en vertu de quoi l'avancement et la rétrogradation, le licenciement et le réembauchage dépendent de la durée du service.

Une autre forme que prennent ces droits du travailleur est celle qui est inscrite dans la « clause des pratiques antérieures », qui interdit aux sociétés, à moins de changements dans l'équipement ou les méthodes de travail, de réduire les équipes de travailleurs. Cette disposition interdit naturellement l'institution de cadences accélérées qui risquent de porter atteinte à la sécurité du travail. Ces dispositions sont au nombre de celles que l'industrie sidérurgique aurait voulu abolir ou ébranler et l'un des succès du syndicat a consisté à y faire obstacle.

Le règlement de la grève s'est également traduit par l'octroi d'avantages matériels considérables et par l'adoption de principes importants. Le plus

appréciable, peut-être, est que les frais d'assurances du travailleur, les frais d'hospitalisation, les allocations en cas de maladie et d'accident et les prestations analogues sont désormais à la charge de l'employeur, et de l'employeur seul.

Jusqu'alors, le travailleur payait la moitié de ces frais et l'employeur le reste. A partir de maintenant, l'employeur paie la totalité, et la santé du travailleur et les soins à lui donner en cas de maladie comptent parmi les conditions d'emploi. En outre, les prestations ont augmenté : l'assurance a été augmentée de 500 dollars par travailleur et portée à un total variant entre 4.000 et 6.500 dollars, selon la catégorie de salaire à laquelle appartient le travailleur. Les allocations hebdomadaires en cas de maladie ou d'accident ont augmenté de 11 dollars par semaine pour atteindre de 53 à 68 dollars par semaine, là encore, selon le salaire. L'assurance et l'hospitalisation restent à la charge de l'employeur pendant les six premiers mois qui suivent le licenciement.

Les retraites, dont les cotisations sont payées exclusivement par l'employeur depuis la grève de 1949, ont été portées d'un minimum de 72 dollars par mois après 30 ans de service à 87.50 dollars après 35 ans de services. En outre, une innovation a été introduite : chaque travailleur reçoit, le jour de sa retraite, un pécule représentant son salaire de 13 semaines. Ce versement, qui correspondra en moyenne à 1.500 dollars environ, facilitera l'adaptation du travailleur à sa vie de retraité.

Des augmentations de salaires sont également prévues : dès la deuxième année, augmentation de 7 cents de l'heure, l'augmentation étant plus forte pour les ouvriers les mieux payés, et nouvelle augmentation de 7 cents, avec supplément légèrement plus faible pour les ouvriers les mieux payés, pendant la troisième année. L'augmentation de salaire moyenne pour la deuxième année représente 9,4 cents de l'heure et, pour la troisième année, 8,7 cents.

Bien entendu il y a aussi une augmentation de salaire pour la première année car ce que les travailleurs payaient auparavant pour leur assurance et leur caisse-maladie et hospitalisation n'est plus déduit de leurs salaires, de sorte que leur rétribution horaire nette sera environ de 7 cents plus élevée que précédemment.

Ainsi, de quelque point de vue qu'on la considère, la grève a été un succès. En fait, ce qu'elle aura coûté à chaque travailleur lui sera remboursé lorsqu'il prendra sa retraite car pour la plupart des travailleurs, qui peuvent d'ailleurs espérer recevoir de l'avancement et des augmentations au cours des années, la valeur de 13 semaines de salaire qui leur sera versée le jour de leur retraite n'est pas inférieure aux pertes que leur ont causées 116 jours de grève. On peut donc dire que les grévistes ont placé en banque de l'argent qu'ils touchent au moment de leur retraite.

Le règlement de la grève a suscité un grand intérêt et les raisons qui l'ont amené ont fait l'objet de nombreux commentaires. Ce règlement a eu pour cause principale et essentielle la puissance et la solidarité de la Fédération et de ses membres. Les effets de l'injonction devaient prendre fin le 26 janvier et la Fédération avait clairement indiqué que, faute de règlement satisfaisant, la grève reprendrait.

En vertu de la loi Taft-Hartley, un vote devait avoir lieu entre le 11 et le 13 janvier sur la dernière offre du patronat. Vers la fin de décembre, diverses organisations, notamment les syndicats, les employeurs, la presse et d'autres groupements, procédaient à des sondages pour connaître l'opinion des ouvriers de la sidérurgie. Tous ces sondages concordèrent : la dernière offre du patronat serait rejetée à une majorité écrasante, représentant peut-être même 95 % des voix.

Les employeurs n'avaient nul désir de voir la grève reprendre. Le gouvernement avait, lui aussi, souffert de la grève, du fait de la réduction de ses recettes fiscales et pour d'autres raisons encore. Lui aussi souhaitait un règlement. En outre, la Fédération était parvenue, dans l'intervalle, à des accords satisfaisants avec les usines d'aluminium et de boîtes de conserves et avec plusieurs aciéries, notamment la Kaiser Steel. Tous ces accords prévoyaient des avantages considérablement supérieurs à la dernière offre des aciéries et renon-

çaient à l'ultimatum des règles de travail présenté par les employeurs.

En outre, le patronat avait mal calculé et se trouvait dans une impasse juridique qui aurait pu l'obliger à accorder une augmentation de 4 cents de l'heure en vertu de l'ancienne clause relative à l'indemnité de vie chère. L'ordre aurait pu lui en être donné sur la demande de la Fédération, par le tribunal de district qui avait rendu la première injonction. En fait le règlement final a été acquis quelques heures avant que cette question juridique se pose à Pittsburgh, et en menaçant de rompre les négociations et de saisir le tribunal s'il était impossible d'arriver à un règlement satisfaisant, la Fédération a beaucoup fait pour persuader le patronat de consentir au règlement. Le gouvernement a simplement facilité la conclusion d'un accord en bonne et due forme, dont les conditions existaient déjà.

La grève aurait été gagnée même sans l'intervention du gouvernement. Mais la Fédération est naturellement reconnaissante de l'assistance du Vice-Président Nixon et de M. Mitchell, secrétaire au travail, qu'elle a reçue d'eux surtout au cours des dernières phases de négociations. Ils ont aidé à résoudre plusieurs points, dont la solution aurait pu exiger plus de temps sans leurs bons offices et leur médiation efficace.

La grève a été l'une des plus remarquables qui aient eu lieu aux Etats-Unis. Elle est la plus longue qui ait touché un aussi grand nombre de travailleurs. Elle n'a jamais été rompue — les employeurs n'ont même pas essayé de faire fonctionner leurs installations et aucun mouvement en faveur de la reprise du travail n'a jamais été amorcé. Le moral est resté élevé pendant tout le temps qu'elle a duré bien que la Fédération ne paie pas d'indemnités de grève fixes. Cela aurait d'ailleurs été impossible vu le nombre des grévistes.

La Fédération est cependant venue en aide à certains individus dans le besoin et a tiré parti, pour cela, de nombreux programmes d'assistance, publics et privés. Aucun gréviste n'a jamais eu faim. L'ensemble du mouvement syndicaliste américain a fourni sa contribution sous une forme ou sous une autre. Des dons sont aussi arrivés de l'étranger — d'Allemagne, d'Israël, du Japon et de la Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie, à Genève.

Les syndicats étrangers n'ont pas ménagé leurs marques d'appui et de solidarité. Ils savaient qu'en défendant les droits des travailleurs des Etats-Unis, ils défendaient les droits des travailleurs de tout le monde libre. Ils savaient qu'en résistant à l'argument de la concurrence étrangère invoqué par le patronat, ils défendaient la liberté du commerce et la condition des travailleurs sur toute la surface du globe.

Dans un cas, cependant, l'appui témoigné l'a manifestement été à des fins perverses. La Fédération syndicale mondiale, qui a contribué à écraser des grèves en Hongrie, en Pologne et ailleurs et qui représente la pire espèce de syndicalisme « jaune » à l'échelle nationale, a essayé de tirer un avantage politique de la grève de l'acier. Elle s'est plainte à l'Organisation internationale du travail que le recours à la loi Taft-Hartley constituait une violation de la convention de l'O.I.T. sur la liberté d'association. Nous avons déjà exprimé notre avis sur la loi Taft-Hartley et l'usage qui en a été fait en cette circonstance, mais nos grévistes n'ont certainement rien gagné à ce qu'une organisation fondée sur la violation de la convention sur la liberté d'association invoque cette dernière en notre nom.

La grève a donc été gagnée sur un terrain strictement syndical et par des méthodes purement syndicales. Nous sommes reconnaissants à ceux qui, à l'étranger, ont compris notre lutte et espérons que les syndicats étrangers bénéficieront de notre expérience. En ce sens, la grève a eu un caractère international et a constitué le meilleur exemple de solidarité internationale.

Arthur J. GOLDBERG,  
conseiller juridique de la fédération  
américaine de la sidérurgie.

# L'évolution du syndicalisme américain

Comme toujours, la « R.P. » s'efforce de bien informer ses lecteurs sur le mouvement syndical aux Etats-Unis. Aussi, n'est-ce pas le désir de polémique avec les auteurs de *Dissent* — que L. M. a cité — mais pour développer et peut-être tirer au clair certaines causes du déclin actuel du mouvement ouvrier américain que j'écris ces notes.

Les collaborateurs de *Dissent* évoquent souvent le vieil idéalisme qui donna force et vie au mouvement ouvrier américain. C'est avec envie et nostalgie que je rappellerai quelques phases de cette histoire. Howe comme Marquant déplorent l'absence d'enthousiasme et d'idéalisme — c'est une constatation qui arrive bien tard pour qu'elle puisse être bénéfique. L'enthousiasme et l'idéalisme ne peuvent pas être fabriqués ou créés à volonté.

John L. Lewis et d'autres organisateurs des premiers temps de la C.I.O. savaient par expérience que ces deux facteurs sont essentiels pour assurer le succès de la tentative d'organiser l'industrie de l'automobile, du caoutchouc ou d'autres grands secteurs de l'économie américaine, que l'A.F.L. avait négligés pendant près d'un demi-siècle. Lewis avait appris, dès ses premières années passées dans les mines, quelle force terrifiante pouvait revêtir l'idéalisme enthousiaste d'une poignée d'I.W.W. et d'une poussière de socialistes et d'anarchistes.

Au cours des premières années de ce siècle, Lewis les combattit durement, car ces idéalistes fervents le harcelaient, lui et ses troupes, à chaque étape de l'organisation des mineurs en troupeaux moutonniers et de la montée de Lewis dans le contrôle de la main-d'œuvre de l'industrie charbonnière. Il triompha finalement, grâce à la première guerre mondiale qui fournit au patronat américain l'occasion de détruire les *Industrial Workers of the World*.

Les I.W.W., leurs méthodes et leurs buts, avaient reçu le coup de grâce dans la salle de tribunal du juge Landis, alors que l'hystérie guerrière était à son comble. Après avoir infligé vingt ans de prison à William D. Haywood et à quelques autres militants de premier plan, le juge se montra ravi de jouer son rôle en distribuant des centaines d'années d'emprisonnement à une centaine d'hommes. Mon vieil ami Ben Fletcher (c'était le seul Noir du groupe) en arriva alors à répondre au juge Landis, qui lui demandait s'il avait quelque chose à dire avant la sentence : « Votre Honneur, vous parlez aujourd'hui un très mauvais anglais ; vos phrases (1) sont trop longues ! » — « Dix ans ! », fut la courte réponse.

Par la suite, les communistes firent de leur mieux pour achever le travail du juge Landis, quand ils poussèrent Haywood et d'autres à sauter le pas. Mais ceci est une autre histoire.

Si les I.W.W. furent brisés, rendus complètement impuissants, l'esprit en demeura. Ils résistèrent vaillamment ; les persécutions légales, les lynchages, les bandes meurtrières de gardes, les mercenaires Pinkerton et tous les autres éléments de la réaction furent engagés dans la lutte contre la montée de la classe ouvrière. Ça et là l'esprit indomptable se manifestait encore. Pourquoi ne pas l'utiliser, dans toute sa force, dans la lutte qui s'annonçait ? Les I.W.W. devinrent le meilleur bataillon pour l'action ;

ses chants devinrent les chants de combat de la nouvelle armée ouvrière en mouvement.

Quand Lewis, comme président du *Congress of Industrial Organisation* (C.I.O.) se trouva affronté à la puissance des Ford, General Motors, Firestone et autres, il sut quel type d'hommes il lui fallait pour vaincre. Tout ce qui restait d'I.W.W., de socialistes et d'anarchistes fut rameuté et lancé au combat. Les communistes, devenus entre temps le groupe le plus nombreux de la gauche, apportèrent leurs troupes.

Finalement, la bataille fut gagnée, les industries furent organisées — Ford, Chrysler, les entreprises de caoutchouc et de produits chimiques, et le reste. Une à une elles cédèrent devant la résistance opiniâtre des travailleurs qui avaient foi en leur cause et la volonté de se battre et de vaincre.

Après la victoire, il était inévitable que suivit une longue période au cours de laquelle les avantages obtenus seraient consolidés et d'autres préparés. Inévitable aussi le début de la lutte pour le pouvoir.

Après la démission de John L. Lewis de la présidence du C.I.O., plusieurs années de vie plus ou moins calme suivirent sous la présidence de Philip Murray. La nouvelle organisation en fut satisfaite. Elle avait besoin de la paix intérieure pour asseoir sa puissance. Il y eut de lointaines rumeurs de guerre ; et qui pouvait prévoir l'avenir ? Aussi longtemps que l'administration amicale de Roosevelt se maintenait, rien de grave n'était à craindre. Mais l'habitude des brusques changements politiques existe aux U.S.A. Dès lors, le besoin de maintenir la plus grande unité dans les rangs de l'organisation se faisait sentir.

L'A.F.L. n'était pas enthousiaste de ce puissant rival. Il y avait un précédent, celui de la première guerre mondiale ; et les leaders du C.I.O. savaient qu'on ne pouvait distinguer entre les persécutions menées contre les I.W.W. jusqu'à leur liquidation, et la complicité de Samuel Gompers, premier président — pendant quarante années — de l'A.F.L. Gompers, grand maître de la philosophie : « Un juste salaire pour un juste travail », croyait ferme comme un calviniste qu'il n'était pas à la valeur de sa théorie. Pour lui, le capital et le travail pouvaient vivre harmonieusement et en paix aussi longtemps que ses principes seraient respectés. On peut dire qu'il fut le précurseur de ce que furent les corporations du travail sous le régime mussolinien en Italie. Après tout, Edmondo Rossoni, qui fut ministre du Travail dans le Cabinet Mussolini, avait été un révolutionnaire professionnel et un dirigeant ouvrier aux Etats-Unis pendant de nombreuses années. Il avait été un organisateur des I.W.W. et l'éditeur de l'hebdomadaire syndicaliste de langue italienne *Il Proletario*. C'est par la suite, après qu'il eut retourné sa veste, qu'il estima utile à ses propres intérêts d'aller à l'école de son ancien adversaire.

Une deuxième guerre mondiale fournirait-elle une excuse pour une nouvelle alliance entre toutes les forces de la réaction contre la nouvelle aile gauche du mouvement syndical américain ? Comme les événements devaient le prouver, cela ne fut pas, bien que les tentatives n'aient pas manqué pour désunir autant que possible les rangs du C.I.O. et aigrir en même temps les rapports entre les deux organisations.

Il est nécessaire d'attacher une grande importance au fait que les directions syndicales deviennent de plus en plus conservatrices. La pâle direction de

(1) Jeu de mots : **Sentence** signifie en anglais aussi bien phrase que sentence.

Norman Thomas a contribué à affaiblir le peu qui subsistait du parti socialiste et de son idéalisme déjà amoindri. A mesure que les directions syndicales devenaient plus conservatrices, elles se faisaient aussi de plus en plus bureaucratiques. L'idéalisme n'avait plus place dans une société d'abondance où les chefs d'industries et les chefs ouvriers pouvaient s'asseoir autour d'une même belle table et régler, en buvant du café, tous leurs conflits.

Il a souvent été dit et répété qu'aux Etats-Unis il n'existe pas de distinction de classe. Il n'y a là qu'une simple généralisation. Les tenants de cette formule oublient de définir le niveau à partir duquel les différences cessent d'être visibles.

Dans un numéro du *Harper's Magazine* (août 1957) un organisateur syndical de premier plan, parlant de la quasi-impossibilité de syndiquer les travailleurs en « col blanc », déclarait : « On raconte l'histoire qu'il fut difficile pour les travailleurs de l'acier de distinguer entre l'élégant David MacDonald, président des travailleurs de l'acier d'Amérique, et Benjamin Fairless, président de la corporation de l'acier des Etats-Unis, quand les deux hommes firent une tournée de bonne volonté dans les usines, il y a quelques années. Le salaire de Mr. MacDonald est de 50.000 dollars par an, et il se comporte comme un administrateur qui « vaut » 50.000 dollars par an.

Le même auteur regrette que des hommes comme Beck, Hoffa, MacDonald et Petrillo, qui peuvent se payer voitures de luxe et séjours d'hiver en Floride, aient remplacé des apôtres syndicaux comme Eugène Debs et William Haywood. M. MacDonald n'est pas le seul grand Mogol ouvrier qui bénéficie de ces hauts salaires et d'autres privilèges. Il est à remarquer que parmi ces « privilégiés » figure un « compte de dépenses » souvent illimité et sans contrôle. Walter Reuther est le seul parmi les grands leaders qui se refuse à bénéficier de ce privilège.

Si la faiblesse numérique du mouvement syndical américain est due principalement à l'introduction de l'automation et à la résistance offerte par les travailleurs en « col blanc » d'entrer dans les syndicats, sa décadence morale peut être attribuée à des facteurs de plus grande importance.

En premier lieu, et c'est le plus regrettable, il y a l'action entamée par l'A.F.L. et suivie par le C.I.O., de participer au chœur des divers McCarthy, et d'exclure des syndicats les groupes et individus accusés d'être communistes. Le « communisme » couvrirait et couvre encore un vaste domaine de l'imagination américaine. Ce problème, qui eût dû demeurer du ressort exclusif de chaque union locale, prit une ampleur choquante du fait de l'hystérie provoquée chez les dirigeants syndicaux conservateurs par les clameurs des éléments les plus réactionnaires du pays.

J'ai toujours pensé que l'A.F.L. a déclenché le mouvement d'épuration politique pour embarrasser le C.I.O. — le C.I.O., à son tour, pour ne pas être débordé, se lança dans la même opération dégradante. C'est le prix que l'on paie si l'on veut conserver à tout prix une apparente respectabilité.

Que semblables phénomènes pussent se produire dans l'A.F.L. conservatrice était compréhensible. Tout au long de son histoire elle a tenté d'écraser tous les mouvements d'opposition, en son sein comme à l'extérieur. De plus, le principal conseiller politique du président George Meany, depuis qu'il a dissous son propre petit parti, est un homme qui, depuis la fondation et pendant plusieurs années, a été le leader du parti communiste des Etats-Unis. Dans l'esprit de bien des gens, tant dans les milieux syndicaux que dans les cercles politiques, le rôle qu'il a joué — et qu'il continue à jouer dans les affaires politico-sociales — demeure énigmatique et suspect.

L'unification des deux centrales, bien qu'elle ait conduit à un renforcement quantitatif, a sans aucun doute affaibli l'esprit de combat et de revendication de chacune d'elles. Il a toujours été murmuré que l'unification tant désirée par Walter Reuther lui était en fait imposée par la menace de départ du C.I.O. des travailleurs de l'acier, sous la direction du conservateur David MacDonald.

Autre facteur qui contribue à l'affaiblissement du mouvement syndical américain : chaque dirigeant de syndicat considère son organisation comme une propriété personnelle, la mène comme bon lui semble, sans consulter ses membres. Les articles de *Dissent* soulignent cette attitude : il s'agit d'une méthode très répandue, qui ressemble parfois à du chantage « fraternel ».

Nous en arrivons ainsi à la campagne pour éliminer la corruption des syndicats. La corruption au sein de l'A.F.L. est aussi vieille que l'organisation elle-même, alors que le C.I.O. en est demeuré indemne. Mais cette campagne a été imposée à l'A.F.L.-C.I.O. par le Comité du Travail du Sénat, présidé par le sénateur réactionnaire sudiste McClellan, utilement épaulé par une équipe d'autres sénateurs républicains anti-ouvriers.

Pendant des années, tout le monde fut au courant, dans le monde syndical, des exploits de Dave Beck ; chacun savait ce qu'il en était de l'Association Internationale des Dockers et ce qui se passait dans d'autres organisations plus petites. Quand il y a un an à peu près l'A.F.L.-C.I.O. tenta de débarrasser les charpentiers de leurs hauts dirigeants corrompus, la centrale ne dut-elle pas reculer devant la menace d'une scission ? Aujourd'hui, nous entendons parler encore et toujours de Hoffa, Hoffa, Hoffa et ses teamsters. Il n'y a aucune sympathie entre Meany et Hoffa, ni entre Hoffa et Reuther.

Les accusations les plus absurdes, les moins fondées volent d'un côté à l'autre. Tous les procédés légaux ont été employés pour prouver que Hoffa était coupable de certains délits. Il a été jugé et acquitté, au moins deux fois. Ainsi, pas de preuves de ses méfaits, et pourtant il est devenu le symbole, dans la presse et pour ses adversaires, du maître-esroc. Et cela dans un pays où, légalement, chacun est considéré innocent jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité soit apportée !

Une dernière raison, c'est que le mouvement ouvrier organisé est devenu par trop dépendant de la bonne volonté et des grâces des hommes politiques. C'est après la mort du président Roosevelt, au cours de la première période Truman, que le parti républicain s'assura le contrôle du Congrès et fit adopter la législation du travail limitant les droits syndicaux (Taft-Hartley Act). Malgré toutes les promesses de modifier ou d'abroger la loi Taft-Hartley faites par le parti démocrate aux syndicats en échange de leur appui, rien n'a changé sinon en pis. Il y a un an, le Congrès, à majorité démocrate, approuva une nouvelle loi limitative, connue sous le nom de loi Griffin-Landrum.

Nos amis de *Dissent* peuvent-ils suggérer un remède aux maux qui affligent le mouvement syndical des Etats-Unis et menacent jusqu'à son existence ? Ou bien n'y a-t-il plus d'espoir face à la rapide décadence des forces ouvrières ?

Hugo ROLLAND.

Il n'y a rien de plus familier à l'homme que de reconnaître une sagesse supérieure dans celui qui l'opprime.

DE TOCQUEVILLE.

# Notes d'Economie et de Politique

## INDEPENDANCE NATIONALE ET LIBRE PENSEE

J'avoue avoir lu avec joie les lignes suivantes dans la déclaration du Conseil exécutif de la centrale syndicale américaine publiée dans la dernière « R. P. » :

« Conscient du fait qu'aussi longtemps que le problème de l'indépendance nationale n'aura pas été résolu, les travailleurs des pays coloniaux d'Afrique ne pourront lutter de toute leur force pour la justice sociale et économique, le mouvement syndical américain... » etc.

C'est là une vérité bien évidente, ce n'en est pas moins la première fois que je la vois exprimée... autrement que sous ma plume. Que l'indépendance nationale soit la préface nécessaire à la lutte de classes, je n'ai cessé de le dire et le répéter depuis des décennies, mais toujours... sans le moindre succès ! Autant il me paraissait clair que tant qu'il aurait à souffrir de la domination coloniale, domination infiniment plus dure, plus visible, plus sensible dans tous les actes de la vie quotidienne que toute autre domination, le travailleur indigène ne pourrait prendre conscience de ce que son exploitation provient en dernière analyse, de l'appropriation des moyens de production, autant cela semblait aux autres parfaitement incompréhensible. Oh ! certes, on ne me contredisait pas, c'eût été vraiment trop difficile. Mais, à la première occasion on reprenait cette affirmation, qu'il était facile de présenter comme témoignant d'un rigorisme révolutionnaire, qu'au lieu de lutter pour leur indépendance nationale, Annamites d'Indochine ou Arabes d'Afrique du Nord feraient beaucoup mieux de lutter contre leurs patrons.

Espérons donc que les syndicats américains seront plus heureux que moi et que leur autorité finira par imposer une vérité que le simple bon sens n'était pas parvenu à implanter.

Mais cela sera-t-il bien dû à leur autorité ? Ne sera-ce pas simplement dû, comme d'ailleurs leur propre opinion, au fait que l'on vole toujours au secours de la victoire ?

Tant en Afrique qu'en Asie, les partisans de l'indépendance nationale ont maintenant pratiquement cause gagnée. On ne peut plus espérer conserver sous le joug les peuples des colonies, alors, à quoi bon chercher de vains prétextes pour les empêcher de se battre ? En fait, la lutte de classes ne pouvait se trouver invoquée que par des colonialistes honteux désireux de jouir de l'existence de peuples « inférieurs » (il est si doux d'avoir des inférieurs !), mais qui n'osaient pas le dire ; leur hypocrisie étant devenue inutile, elle disparaît.

D'autres colonialistes honteux présentaient un autre argument. Tandis que, du côté syndicaliste, on insistait sur la lutte de classes, du côté franc-maçonnique on insistait sur la libre-pensée. « Vous voulez que ces peuples acquièrent leur indépendance, mais qu'en feraient-ils ? Comment pourraient-ils en user raisonnablement alors qu'ils ne sont que des « fanatiques religieux » ?

Il était déjà assez curieux d'entendre des hommes qui se réclamaient de la libre pensée revendiquer le droit à la domination pour un peuple dont l'immense majorité était composée de

croissants, et de croissants de la pire espèce, des catholiques ! On prétendait imposer la domination d'un peuple, qui, comme le peuple français, en est encore à « manger le dieu », qui va à confesse, qui croit à la Trinité et se précipite à Lourdes, à des peuples comme ceux de religion musulmane pour qui le dieu est unique et le seul rite la prière... sous le prétexte de la supériorité de la libre-pensée sur la foi !

Mais il y a plus, et c'est ce que nous rétorquons à nos contradicteurs, francs-maçons : les croyances religieuses des peuples colonisés sont exacerbées précisément par la colonisation et ce n'est qu'après que ces peuples auront conquis leur indépendance que pourra naître chez eux, aussi bien que la lutte de classes, la libre-pensée.

La religion est, en effet, la seule chose que le conquérant laisse à ceux qu'il a domptés, pour la simple raison qu'il n'est pas facile de supprimer une croyance avec des baïonnettes ou des policiers. La religion est la seule chose qui leur demeure en propre; elle est à eux et à eux seuls ; le maître n'y est pour rien ; tout au contraire, il en professe une autre, toute différente et hostile. La religion se trouve être ainsi le meilleur garant du maintien de la personnalité des vaincus, le seul domaine où ils peuvent se sentir vraiment libres ; c'est par leur religion qu'ils maintiennent leur cohésion, qu'ils demeurent un peuple ; grâce à elle, ils n'ont pas tout à fait disparu et peuvent, par conséquent, un jour revivre. Leur demander d'abandonner leur religion, revient à leur proposer de se suicider.

Les colonisés ne peuvent envisager le problème religieux sous un autre angle, sous l'angle de la raison, que le jour où ils n'auront plus à se préoccuper des conditions nécessaires à leur renaissance nationale parce que redevenus libres.

Sur ce point nous ne saurions avoir pour nous soutenir une déclaration des syndicats américains, mais nous avons mieux : un fait.

Un fait qui n'est évidemment qu'une amorce, une bien faible amorce, mais l'amorce tout de même d'une libération des rites religieux dans un pays qui n'a pourtant que récemment accédé à l'indépendance : la Tunisie.

Si, au temps du protectorat, les Français avaient incité les Tunisiens, directement ou par personnes interposées, à ne point observer le jeûne du ramadan, c'eût été un tollé général ; tous les Tunisiens auraient fait bloc contre l'impie. Et le ramadan, plus rigoureusement que jamais, aurait été observé.

Or, que voyons-nous aujourd'hui ? Maintenant que la Tunisie est indépendante, qu'elle n'a plus à craindre la domination du roudi, nous voyons le chef de son gouvernement proposer tranquillement, à la radio, comme s'il s'agissait de quelque chose de tout à fait naturel, que tous ceux qui travaillent, c'est-à-dire pratiquement toute la population, s'abstiennent de jeûner ; qu'ils vivent durant le mois de ramadan comme ils vivent durant les autres mois de l'année !

Or, cette proposition insolite, presque blasphématoire, loin d'être prise comme une provocation à laquelle on ne saurait répondre que par un appel aux armes, comme c'eût été très certainement le cas au temps de l'occupation française, n'a suscité aucun trouble ; elle a été accueillie avec autant de calme qu'elle avait été faite. Je

ne sais encore dans quelle mesure la masse des travailleurs tunisiens a suivi le conseil donné par Bourguiba, mais si, cette année, elle a peut-être encore trouvé assez difficile de rompre avec une aussi vieille habitude, il est bien probable qu'il en sera de moins en moins ainsi au cours des prochaines années et que d'ici peu la pratique de ce que nos libres-penseurs présentaient comme le témoignage le plus visible du « fanatisme religieux » des Arabes aura à peu près totalement disparu (1).

Certes, je sais, et l'on ne manquera sans doute pas de me le faire observer, que le motif donné par le chef du gouvernement tunisien pour la

(1) S'il en est ainsi actuellement en Tunisie, il n'en est pas de même en Algérie. Car l'Algérie n'est pas encore indépendante. Au contraire, elle est en pleine lutte pour son indépendance et c'est pourquoi les Algériens se trouvent dans l'obligation de maintenir et de renforcer leur personnalité en conservant et en augmentant tout ce qui peut les distinguer de ceux contre lesquels ils se battent. Le jeûne du ramadan étant l'un des caractères distinctifs les plus ostentatoires qui sépare l'indigène algérien de ses maîtres, le F.L.N. se doit de l'observer et de le faire observer le plus rigoureusement possible.

A l'appui de cette assertion, rapportons une anecdote qu'on m'a racontée en son temps. C'est un tout petit fait, de peu d'importance en lui-même et qui date de quelques années, mais qui me paraît hautement caractéristique.

Deux militants du F.L.N. se trouvaient un jour dans une petite ville d'un pays étranger, attendant un train qui devait ne passer que quelques heures plus tard. N'ayant pas de passeports, ils avaient de bonnes raisons pour éviter de se faire remarquer. On leur conseilla donc de ne pas rester dans la rue, d'entrer, par exemple, dans un café ; refus : c'est le ramadan. Alors, allez au cinéma : refus encore, c'est le ramadan, et le cinéma, le jour, est interdit. Ils préférèrent risquer l'arrestation plutôt que de rompre le jeûne.

Notez que ces hommes étaient jeunes et que leur degré d'instruction les faisait rentrer dans le cadre de ceux qu'on appelle « évolués ».

Mais n'importe ! Bien qu'aucun de leurs compatriotes ne pouvait être témoin de leur violation de la règle coranique, leur honneur d'insurgés leur commandait de respecter la croyance commune de ceux pour lesquels ils se battaient. La pratique de leur religion leur était imposée par leur conscience nationale.

non-observation du jeûne n'est point un appel à la Raison, il n'est dicté que par des causes d'ordre purement économique. « Si vous jeûnez, vous ne travaillerez pas ou vous travaillerez mal, déclare Bourguiba ; or, nous avons besoin de travailler. Ne jeûnez donc pas, afin de pouvoir travailler davantage ! » Et, ajouterons-nous : afin de pouvoir rapporter davantage de plus-value !

C'est donc au nom des nécessités économiques, et pour l'amour du profit, que la lutte contre les prescriptions coraniques est actuellement menée en Tunisie. Mais n'en a-t-il pas toujours été de même ? Ce sont les maîtres de l'économie, c'est, dans nos pays, les bourgeois, qui sont partis les premiers à l'assaut des bastions de la religion, et cela pour des motifs essentiellement économiques.

C'est parce que le capitalisme naissant avait besoin de rassembler des capitaux et que, pour le faire, il lui fallait que le prêt à intérêt devienne licite, que les bourgeois du XVI<sup>e</sup> siècle ont pratiqué la première brèche sérieuse dans la forteresse du christianisme en lançant la Réforme ; et c'est parce que les patrons, dans les temps qui accompagnèrent et suivirent la Révolution industrielle, supportaient mal que leurs ouvriers soient obligés de respecter le repos du dimanche ainsi que les nombreuses fêtes chômées qu'ordonnait l'Eglise, qu'ils se muèrent en anticléricaux. De même, aujourd'hui, c'est pour presser le rythme de l'accumulation primitive que Bourguiba s'en prend aux prescriptions du Coran.

Qu'importe !

Qu'importent les motifs, du moment que le résultat est là ! C'est pour augmenter le profit, c'est pour accroître l'exploitation des travailleurs qu'on conseille à ceux-ci de ne plus croire (au moins dans une certaine mesure). Mais c'est là une brèche par laquelle le reste passera. On entend faire tomber seulement certaines barrières que la religion vous oppose, mais, ainsi démantelée, la religion perd de sa force de résistance et le jour s'approche ainsi où, sous de nouvelles contraintes économiques, il lui faudra s'écrouler. L'indépendance nationale permet aux nécessités économiques de jouer librement, et le jeu des nécessités économiques ébranle les murailles de la religion.

R. LOUZON.

## UN GRAND MILITANT DISPARU

# LOUIS LÉGER

Dans la R.P. de mars, nous avons signalé la mort de Louis Léger. A défaut d'une biographie détaillée, nous publions aujourd'hui quelques textes qui peuvent donner une idée du militant exceptionnel et en même temps si simple que fut notre camarade lyonnais.

Au congrès d'Angers de la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs, en 1910, Léger était désigné comme secrétaire fédéral. Avec des camarades du Conseil fédéral, il s'adressait aux syndiqués en ces termes :

« Nous avons reçu la mission d'administrer la F.N.S.I. Nous disons « administrer » et non « diriger ». Notre Conseil fédéral est avant tout un organe de coordination... il n'agit pas de lui-même, mais sur mandat de ses administrés. Nous nous efforcerons de bien remplir notre tâche... Nous

saurons prendre, s'il le faut, des initiatives hardies que nous imposeront les circonstances... Evidemment, nous ne faillirons pas à notre tâche. Nous nous dresserons sans cesse et de toute notre énergie contre l'injustice et l'arbitraire. Nous tâcherons d'infuser à la Fédération une vie toujours plus intense... »

Tout au long de son mandat syndical, Léger fit montre d'énergie et de courage dans la lutte contre l'arbitraire gouvernemental, pour la défense des camarades inquiétés par le pouvoir.

Lorsqu'il fut lui-même inquiété, il écrivit dans l'E.E. du 9-12-1911 ces lignes qui portent la marque d'un grand caractère et aussi d'un grand cœur : « Cet événement ne me surprend pas. Je pensais bien qu'en exerçant ses fonctions de défense corporative, le secrétaire fédéral courait quelques

risques. Je me préparais avec sagesse à supporter les ennuis inhérents à la charge que j'avais acceptée et que tout militant doit prévoir.

» Aussi, j'attends paisiblement que le Conseil départemental, et surtout le ministre, se soient prononcés. La révocation m'est-elle réservée ? Une telle sanction m'attristerait car j'aime mon métier. J'aime cette école du quartier Perrache où j'enseigne depuis dix ans, dans les classes mêmes qui m'ont reçu tout enfant, et où j'ai pour ainsi dire passé toute mon existence. Mais quoi qu'il arrive, je saurai gagner mon pain. Fils d'ouvrier, je n'ai pas toujours connu mes aises et je recommencerais, s'il le faut, les luttes d'autrefois contre la misère. Les camarades m'aideront sans doute ; ils n'auraient pas besoin de m'aider longtemps. »

Léger ne fut pas révoqué. Il fut frappé de la peine de la censure.

En août 1912, c'est le congrès de la F.N.S.I. à Chambéry. Congrès au sujet duquel toute la meute des journaux réactionnaires cria au scandale et réclama la dissolution des syndicats d'instituteurs.

C'est au cours du congrès de Chambéry que Léger prononça un discours, souvent cité depuis dans les bulletins syndicaux, discours qui fit une grosse impression par son élévation :

« Je crains un danger pour notre Fédération. Je crains qu'elle ne soit envahie par une masse de camarades attirés à elle parce que mécontents ou aigris, mais dépourvus de tout idéal. Mais à cela nous pouvons remédier.

» Lorsqu'un camarade voudra venir à nous, nous lui dirons : « Entends-nous bien. Ce ne sont pas des décorations ni des faveurs qu'on vient chercher dans nos rangs. Il faut sacrifier un peu de sa tranquillité. D'abord, nous ne voulons parmi nous que des gens qui aiment leur profession, qui s'efforcent à tous instants de perfectionner leur valeur professionnelle. Nous ne voulons pas de « tire-au-flanc », nous ne voulons pas de « rossards ». Notre syndicalisme n'est pas une doctrine de mauvais ouvrier, de paresseux. Tu ne trouveras pas en lui la justification des défaillances auxquelles tu peux te laisser aller.

» Non, le syndicalisme affirme la valeur morale supérieure du travail, il en est comme la glorification. Si donc tu es un mauvais maître, n'acceptant sa tâche qu'à contre-cœur, ne viens pas dans nos rangs, nous ne te voulons pas.

» Mais être syndicaliste, ce n'est pas seulement sentir la nécessité d'être un bon travailleur, avide de se perfectionner ; c'est aussi avoir au cœur l'amour ardent de la classe ouvrière, de cette classe ouvrière sans qui la Société ne serait rien et que la Société trop souvent méprise ; c'est éprouver un frisson, une angoisse quand on voit se dérouler le noir cortège de la grève ; c'est se sentir comme un respect soudain devant ces travailleurs qui, pour venir en aide à des camarades atteints dans leur dignité ou dans leurs intérêts, s'imposent de longues privations, se condamnent à la misère. Être syndicaliste, c'est en un mot aimer la classe ouvrière d'un amour que même ses erreurs même ses fautes, ne sauraient atténuer. Voilà ce que c'est que d'être syndicaliste.

» Tu sais maintenant ce que nous attendons de toi : réfléchis. Et si tu te sens attiré par la beauté, par la noblesse de notre idéal, tu peux venir à nous. Tu recevras des coups, tu en donneras peut-être, mais tu vivras en homme libre. »

Quoi d'étonnant que ce texte émouvant ait servi si longtemps de credo aux syndicalistes de l'Enseignement ?

Cinquante ans après, nous y retrouvons la pensée des militants de 1910, pensée que Léger a si

admirablement exprimée avec toute son intelligence et tout son cœur.

Josette et Jean CORNEC.

## UNE LETTRE D'HENRI BORDES

De son côté, Henri Bordes nous dit avoir écrit à deux militants, Fontaine et Raffin, les seuls encore en vie vraiment qualifiés dans le Rhône pour faire revivre dans la « R.P. » la grande figure de Léger. Pour sa part, il indique :

« Si Léger fut un de mes maîtres en idéal, je ne me sens pas qualifié pour en écrire congrûment. Entrée au syndicat en 1909, à ma sortie de l'E.N., je fus en 1911 happé par l'armée qui ne me lâcha qu'en 1919, à part un bref intermède de neuf mois de vie civile. Je n'ai pas pu participer activement à la grande époque de l'affaire Paoli-Léger et du congrès de Chambéry. Léger me précédait de quinze ans dans la vie, tandis que Raffin et Fontaine sont presque ses contemporains et, pour cette raison, étaient vraiment *intimes* avec lui. »

## LE TEMOIGNAGE DE FONTAINE

J'ai lu la lettre des amis Cornec parue dans la R.P. Je comprends leur étonnement. Léger est mort et aucune voix autorisée ne s'est fait entendre pour dire ce qu'était Léger, ce qu'il avait apporté de nouveau, de profondément humain et de révolutionnaire au monde enseignant ainsi qu'au monde ouvrier.

Ce serait trop ardu, trop long, et surtout trop douloureux pour expliquer le silence qui a suivi sa mort. D'abord pour les quelque quatre ou cinq camarades qui vivent encore et qui avec lui ont fondé le Syndicat des Instituteurs du Rhône et ont dirigé par deux fois la Fédération nationale des Syndicats d'Instituteurs ; ensuite pour ceux qui, après la guerre 1914-1918, ont continué la lutte et assuré la relève avec le même esprit, le même courage, le même désintéressement.

C'est toute l'histoire du vieux syndicat et de la vieille fédération qu'il faudrait évoquer, la lutte fratricide engagée contre les faux-monnayeurs et les fossoyeurs du syndicalisme, du socialisme, et même de la République et de son école. Car sur une tombe comme celle de Léger, il faut tout dire ou se taire, en tout cas ne pas mentir. D'ailleurs, Léger, écœuré et découragé s'était très vite retiré de cette bataille sans grandeur, indigne de nos grands ancêtres. Et s'il est sorti de sa réserve c'est pour accomplir l'acte peut-être le plus courageux de sa carrière : aller témoigner de son amitié et de sa parfaite estime à Emery lors de l'odieuse procès, intenté à notre grand camarade par la meute des faux résistants, procès qui constitue une des pages les plus honteuses de notre histoire.

Les funérailles de Léger furent des plus simples, mais particulièrement émouvantes. Notre camarade Gisclon, adjoint au maire de Lyon, avait obtenu que le cercueil de Léger soit déposé dans la cour de son école. Son école, la même où tout petit il a appris à être l'homme qu'il a été ; son école, la même où il a enseigné pendant trente-cinq ans comme instituteur adjoint, dédaignant les distinctions honorifiques, les promotions au choix et tout avancement hiérarchique ; son école où il a pratiqué le refus de parvenir. C'est là que ses anciens élèves, ses collègues de l'enseignement, ses nombreux amis et ses quelques vieux camarades de combat encore vivants sont venus lui dire le dernier adieu. Léger, instituteur syndiqué, l'un des symboles du syndicalisme universitaire, prend rang dans la lignée des grands militants disparus.

# DROLES DE GRÈVES

A la suite des élections pour le renouvellement de la Deuxième Chambre (Assemblée Nationale), les Pays-Bas sont gouvernés, depuis 1959, par un ministère sans participation socialiste (Parti du Travail), formule qui n'avait pas été appliquée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. La coalition gouvernementale actuelle comprend les catholiques, les protestants, les protestants-chrétiens (à ne pas confondre avec les précédents) et les libéraux.

L'an dernier, ce gouvernement promit que les salaires seraient libérés. Dans le *welfare state* hollandais, ces salaires sont contrôlés par l'Etat et fixés par divers organismes économique-sociaux. La règle générale fait dépendre la hausse des salaires de l'augmentation de la production.

\*\*\*

Depuis plusieurs mois, les organisations syndicales réformistes (socialiste, chrétienne et catholique) du bâtiment, revendiquaient un nouveau contrat collectif et un relèvement des salaires. Les groupements patronaux acceptaient ces demandes en principe, mais à condition qu'il en fut tenu compte pour la réévaluation des travaux en cours. Les contrats de construction comportent des clauses qui autorisent ces augmentations de devis. Ce fut le gouvernement qui refusa, alléguant le danger inflationniste, et qui s'opposa à ce que les patrons augmentent leurs prix. De ce fait, les patrons ne voulurent pas signer le nouveau contrat. Le lundi 7 mars, les trois centrales syndicales déclenchaient la grève. Il s'agit de la première grève officielle, non sauvage, organisée par les syndicats réformistes depuis la fin de la guerre.

Le conflit n'opposait pas ouvriers et patrons, mais patrons et gouvernement, ce dernier étant un gouvernement de droite classique. Or, à la deuxième Chambre, tous les partis politiques ont manifesté leur solidarité avec la position gouvernementale. Un député, leader syndical, a demandé que l'Etat aide financièrement les grévistes, puisque les grévistes avaient entamé une lutte dont les objectifs étaient ceux de la politique gouvernementale.

Au cours de la grève, les organisations patronales entamèrent une procédure en référé contre l'Etat mais perdirent le procès. En référé, un juge civil peut ordonner des mesures provisoires, bien que sans valeur juridique définitive.

Les patrons finirent par capituler, après que le gouvernement les eut menacés qu'en cas de non signature, le contrat collectif nouveau, comportant des hausses de salaires, serait rendu obligatoire.

L'opposition parlementaire (socialistes, communistes, pacifistes) avait demandé, dès le déclenchement de la grève, qu'un contrat collectif obligatoire fût imposé, mais cette formule eût signifié un échec pour la politique gouvernementale visant la libération des salaires. (Les socialistes s'étaient montrés, en 1959, favorables eux aussi à cette libération).

Toujours est-il que le 21 mars, les patrons du bâtiment signaient le nouveau contrat. La grève prenait fin dès le lendemain.

Quelle a été l'attitude de l'O.V.B., l'organisation syndicaliste indépendante — proche de la pratique anarcho-syndicaliste mais méfiante envers tous les partis et organisations idéologiques — qui possède un certain nombre de militants actifs dans le bâtiment ? L'O.V.B. estime le contrat nouveau insuffisant et manifeste la crainte que les salaires « noirs », c'est-à-dire les primes officieuses que payaient les patrons aux ouvriers, ne se trouvent perdus.

Cette méfiance s'est trouvée en quelque sorte étayée par les chiffres que le ministère de l'Economie a fournis au sujet des prix, des salaires et de la productivité dans le bâtiment. Depuis

1953, la productivité a officiellement augmenté de 30 % environ, alors que les salaires n'ont été relevés que de 17 à 20 %. Comme les prix de la construction n'ont nullement baissé, la conclusion qui s'impose est que la différence a été empochée par les patrons. Le seul effet sur les travailleurs du bâtiment a été la perte de leur traditionnelle joie au travail.

Quelques conclusions peuvent être tirées de cette grève. Ce ne fut pas un mouvement révolutionnaire ; bien au contraire, les travailleurs soutinrent la politique gouvernementale d'intervention. Nous ne sommes plus à l'époque où la conception du « *welfare state* » est l'apanage des socialistes ; elle est devenue commune à la plupart des partis, y compris des libéraux de la tendance keynésienne. Il y a là un exemple nouveau de l'absence d'originalité dans les programmes social-démocrates, et sans doute des motifs de la crise socialiste en Europe. Les partis socialistes, et les organisations syndicales qui les suivent, n'offrent plus que la défense d'un ordre établi, et rien dans leurs conceptions ne diffère essentiellement des idées défendues par les autres organisations favorables au « *welfare state* ».

\*\*\*

La plupart des journaux néerlandais ont longuement commenté les grèves « sauvages » qui ont éclaté fin janvier dans diverses compagnies de transports publics. Dès le déclenchement des premiers mouvements locaux, le gouvernement déclara qu'il n'interviendrait en aucune façon dans le problème des salaires tant que la grève durerait. A la Chambre, des députés firent remarquer que le gouvernement n'avait pas comme interlocuteurs les organisations syndicales — dites « *bona fide* » — mais les grévistes.

En réalité, un énorme fossé s'est creusé entre les travailleurs et les syndicats. Dans une assemblée des chauffeurs d'autobus, les représentants syndicaux ne furent même pas autorisés à parler. Le *Haarlems Dagblad*, rendant compte d'une réunion de chauffeurs de la compagnie des transports Nord-Sud publie ces commentaires significatifs : « Chacun a pu remarquer combien les dirigeants syndicaux, en dépit de leur bonne volonté, avaient perdu toute influence sur leurs troupes mécontentes... »

Il est clair que le travail routinier du mouvement syndical est devenu purement formel et que les travailleurs ne comptent nullement sur les syndicats. Ce phénomène a pris un caractère social et dépasse singulièrement le cas de l'industrie des transports en commun.

Les travailleurs et l'appareil des syndicats reconnus apparaissent comme deux entités différentes. Sans doute existe-t-il certains liens entre elles mais il n'est plus possible de les confondre. Les syndicats ne représentent plus les travailleurs, mais ils répondent (à la manière de certaines compagnies d'assurances) à divers besoins ouvriers sur le plan matériel.

C'est en définitive avec les directions syndicales que le gouvernement a traité. Le 30 janvier, une augmentation de 6 % était accordée.

R. D.-J.

## TRAHISON

C'est pourquoi nous, communistes grand-russes, devons combattre avec une extrême vigueur, dans notre milieu, les moindres manifestations du nationalisme grand-russe : véritable trahison envers le communisme.

N. LENINE.

# LA PERSONNALITÉ DU MILITANT OUVRIER FRANÇAIS

## dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle

(Suite et fin)

Seconde faiblesse. Si le « militantisme » a pu apparaître comme une école de grandeur d'âme il n'est que trop vrai qu'il ne prémunit pas contre les défaillances. L'attitude de certains Communards, et non des moindres, devant les conseils de guerre est là pour l'attester. Rappelons simplement à ce sujet le témoignage de Trinquet devant ses juges : « Mon seul regret est de ne pas avoir été tué ; je n'aurais pas le chagrin d'assister au triste spectacle de collègues cherchant à éluder la responsabilité d'actes qu'ils semblaient si pressés de commettre. »

Mais si l'on peut sinon excuser du moins expliquer certaines faiblesses, voire lâchetés, devant l'ennemi triomphant, il est plus affligeant de constater qu'il arrive à la grande famille des militants de ne pas toujours pratiquer en son sein cette solidarité, cette fraternité qu'elle célèbre constamment. Ce disant on songe aux dernières années d'Eugène Pottier, l'auteur de *L'Internationale*, qui vécut dans la gêne, on songe surtout à la fin pitoyable du forgeron Pierre Malzieux, membre de l'Internationale et Communard, revenu en France après huit ans de bagne et qui, à 54 ans, dans la misère, se suicida.

Le militant connaît parfois plus que l'ingratitude, il connaît aussi, au cours de l'action même, et alors qu'il lui sacrifie tant de biens, l'envie de ceux qui jaloussent ses responsabilités et sa renommée d'homme d'action. Dans le milieu militant comme partout ailleurs on connaît la course aux places et aux honneurs. Mais ces rivalités deviennent odieuses lorsque s'y adjoignent des conflits idéologiques et je rappellerai à ce propos que Pelloutier, lors du 8<sup>e</sup> Congrès de la Fédération des Bourses du Travail, septembre 1900, dernier congrès auquel il assista avant sa mort survenue six mois plus tard, fut accusé par un délégué d'être lié au gouvernement — et l'on sait ce que cela sous-entend — parce qu'il avait obtenu un emploi d'enquêteur temporaire à l'Office du Travail.

Quel raffinement lorsque les camarades de lutte se joignent au chœur des ennemis et accablent le militant dans son honneur. « Ah ! fils des hommes ! s'écriera l'un d'eux, qui avez toujours une pierre en main pour lapider l'innocent, mépris pour vous ! »

Terminons cette énumération par un travers, souventes fois relevé, assez anodin d'ailleurs mais combien révélateur. Il s'agit de l'amour immodéré de l'uniforme militaire. Richard Cobb, étudiant la mentalité des hommes de 89 (cf. *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, avril-juin 1959) a déjà souligné que le révolutionnaire triomphant adopte aisément certains travers qu'il dénonçait chez les puissants de la veille et se montre comme eux « friand d'honneurs, d'écharpes et de galons ». Rémy Gossez a remarqué de même « l'acharnement avec lequel on s'est disputé les places gradées dans la garde nationale au cours de la révolution de 1848 ». Les Communards, à leur tour, connurent ce défaut. Il suffit, pour s'en convaincre, de feuilleter un album de reproductions photographiques d'époque. Et Maxime Vuillaume illustre notre propos lorsqu'il nous présente le cordonnier Napoléon Gaillard (*Mes Cahiers rouges au temps de la Commune*) : « Je revois le colonel, en plein soleil de mai, dans son uniforme élégamment sanglé. Revers rouges à la tunique. Epée au côté. Revolver passé dans le ceinturon verni. Glands d'or de la dragonne battant sur la cuisse. Cinq galons d'or aux manches et au képis. Bottes étincelantes. Tunique à double rangée de boutons dorés. »

Pourquoi ce dandysme, cet appétit d'honneurs — de prébendes aussi — chez des gens qui ont consacré en partie leur vie à les combattre ?

Richard Cobb croit en découvrir la cause dans le besoin pour ces humbles de se dédommager ainsi « d'années d'obscurité et d'insignifiance ». L'explication vaut pour les médiocres mais il n'y eut pas que ceux-là qui sacrifièrent au péché de vanité. Alors ? Mystère de l'homme lui-même, fait de contrastes, capables de mourir pour la défense d'une idée qu'il croit juste sans toutefois demeurer insensible à la coupe de l'habit qui lui servira peut-être de linceul.

Tels sont quelques aspects peu glorieux de la personnalité des militants. Il en est d'autres certes car si le militant domine la masse de sa foi, il demeure cependant un homme et comme tel, fail-  
lible.

\*\*\*

Nous avons parlé du militant comme s'il demeurait toute sa vie identique à lui-même. Or il évolue et c'est le problème de cette évolution que nous évoquerons maintenant.

Première constatation, banale certes, mais importante : le militant vieillit. Or militer c'est combattre, avons-nous dit. On conçoit aisément que le militant devra peu à peu mener une vie plus réglée, moins trépidante, bref ralentir son action. Aussi les militants — j'entends ceux qui agissent de façon permanente, sans avoir fait un métier de cette activité — sont-ils des hommes jeunes ou des adultes dans la force de l'âge.

Cette évolution physiologique, toute négative, s'accompagne d'une évolution intellectuelle et morale qu'il convient d'étudier avec soin car elle paraît comporter des aspects très divers. Après avoir passé en revue un certain nombre de cas, et je crois pouvoir distinguer trois types d'évolution : celle qui se traduit par des variations plus ou moins importantes dans les conceptions militantes, celle qui aboutit au retrait momentané ou définitif de l'action et indique le plus souvent un affaiblissement ou même la disparition de la foi militante, celle enfin qui conduit le militant à brûler aujourd'hui ce qu'il adorait hier.

Emile Pouget écrivit un jour une brochure intitulée *Variations guesdistes*. Si l'on admet, suivant le diction, que seuls les imbéciles et les saints ne changent jamais d'opinion, il ne faut pas s'étonner que les militants, qui ne sont ni des imbéciles ni des saints, aient évolué et Emile Pouget aurait pu faire de sa brochure la première d'une collection comportant par exemple : *Variations de Brousse, de Fournière, de Jouhaux, etc.*, sans oublier les *Variations d'Emile Pouget lui-même*.

Il est aisé de déceler une évolution, voire de l'analyser, mais nous manquons d'éléments pour en déterminer les causes. Tentons cependant une explication. Un militant justifiera toujours sa position par un mot qui agace prodigieusement les jeunes — et on les comprend — le mot : expérience. Qu'appelle-t-on ainsi ? Est-elle une action de la vie sur nos idées ? Oui sans doute et le Pouget de la Charte d'Amiens qui préconise le syndicalisme révolutionnaire n'est plus celui de 1883 qui diffusait les brochures *A l'armée*. Entre les deux se place l'exil londonien de 1894 et l'exemple trade-unioniste. Mais ce qu'on nomme expérience correspond peut-être aussi, dans une mesure non négligeable, à une évolution de nos idées indépendamment des faits, à une sorte d'usure morale liée à l'usure physique dont nous parlions plus haut. Et l'on peut constater que toutes les évolutions, celles qui sont désintéressées, bien entendu, vont dans le même sens, conformément à la loi générale qui veut qu'au fil des ans les passions s'apaisent, les mœurs s'adoucissent, qu'une plus grande tolérance se manifeste, qu'enfin la foi, tout en demeurant vive parfois, se dépouille néan-

moins de ce qu'elle pouvait avoir de surhumain, disons aussi d'inhumain.

Second type d'évolution, celle qui conduit au retrait plus ou moins complet de l'action. Le combat pour une société meilleure se déroule souvent dans des conditions difficiles et le militant, toujours en flèche, encaisse les coups de l'ennemi, parfois même, nous l'avons vu, ceux venus de son propre camp. Par ailleurs, il n'est pas seul à être frappé. Femmes et enfants payent également leur tribut à la lutte. Enfin le militant a conscience que si l'émancipation collective est à longue échéance, son émancipation personnelle pourrait être prochaine pour peu qu'il le veuille. On comprend que certains aient tenté leur chance. En voici quelques exemples.

En 1907 Paul Delesalle abandonne le secrétariat adjoint de la Fédération des Bourses du Travail et monte une librairie sociale. Il a alors 37 ans et va édifier peu à peu cette maison de vente et parfois d'édition que fréquenteront les Sorel, les Poulaille et bien d'autres...

Un camarade de Delesalle, et de la même équipe, Garnery — Garno pour les familiers — secrétaire de la Fédération des bijoutiers, l'homme qui savait remettre dans la bonne voie une grève en déposant en temps et lieu opportuns quelque cartouche de dynamite, Garnery, un jour de l'avant-guerre 1914, abandonna le mouvement et s'installa en Seine-et-Oise à Saclay où il se mit à l'élevage. Ce fut un échec, mais il organisa alors avec son neveu le ramassage des poules, lapins, canards, etc..., et leur installation, qu'il dirigeait aujourd'hui leurs descendants, constitue une grande et moderne entreprise. Comme Delesalle, Garnery ne s'éloigna pas définitivement de l'action. Avant et pendant la guerre de 1914, il fut acheteur aux Halles pour le compte de la coopérative « la Bellevilloise » et continua à suivre de près le mouvement ouvrier puisqu'en 1916 il signait, avec la minorité révolutionnaire, le manifeste « La paix des peuples ».

D'autres éloignements, ceux de Dubéros et de Rambaud, par exemple, marquèrent une rupture définitive avec le mouvement ouvrier. Dubéros, coiffeur de son métier, secrétaire de l'Union des Syndicats de la région parisienne en 1904, fut celui qui, à Bourges, lança l'idée des trois-huit, idée jeune, chimère d'hier qui n'enthousiasma pas au premier abord, il s'en faut, Pouget et Griffuelhes — ils mesuraient toutes les difficultés de réalisation — chimère qui contribua cependant à une mobilisation sans précédent des travailleurs et devint réalité quelque quinze ans plus tard. Dubéros, à ce titre — et à juste titre — figure dans toutes les histoires du mouvement ouvrier. Que devint-il par la suite ? Aucun historien n'en souffle mot. Sorti de l'ombre, il y rentra un jour, son beau-père, marchand de biens, l'ayant associé à ses affaires... Un autre syndicaliste, coiffeur lui aussi, Rambaud, secrétaire de son syndicat avant 1914, s'établit par la suite à son compte ; installé rue Saint-Honoré, il devint un des grands coiffeurs de la capitale.

Ainsi certaines évolutions conduisent-elles à un éloignement provisoire ou définitif et, parfois, à la disparition complète de ce qui avait été, durant une période, une quotidienne foi agissante. Mais il arrive aussi que le militant subisse une mutation, progressive ou brutale, accompagnée non plus d'indifférence mais d'hostilité, le plus souvent consciente et active, à l'égard du mouvement. Nous en citerons trois cas, sans prétendre pour autant avoir épuisé les variétés que l'on pourrait découvrir.

Le secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail depuis 1901 était Georges Yvetot, le Boulodogue, qui pouvait se définir avant tout comme un « anti » : anticapitaliste, antiétatiste, antimilitariste très virulent et qui paya cette virulence d'un certain nombre de condamnations. Il fut de ceux qui, en 1914, furent dépassés par les événements et jamais plus il ne se retrouva lui-même. Au cours de la seconde guerre mondiale, les Hitlériens, momentanément vainqueurs, utilisèrent le prestige qui pouvait encore s'attacher à ce vieux militant ouvrier et ils en firent le président d'une œuvre d'entraide contrôlée par eux. Yvetot, âgé de 74 ans, était alors en proie à la maladie et à la

misère et ceci suffit pour expliquer ce qui est plus une défaillance sénile qu'un reniement.

Très différent est le cas d'Albert Richard, leader lyonnais de la Première Internationale, qui connut une évolution curieuse puisque, après avoir été condamné par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée pour sa participation à la Commune, il se mit à la disposition de l'ex-souverain Napoléon III, réfugié en Angleterre, dont il voulait faire l'empereur des ouvriers et des paysans. Par la suite il revint au mouvement ouvrier et socialiste. Albert Thomas dans son *Second Empire*, James Guillaume dans *L'Internationale*, le second plus sévèrement que le premier, ont tenté d'expliquer ces revirements.

Pour d'autres militants le voyage est sans retour qui les conduit vers des positions plus ou moins éloignées de leur idéologie première mais dont on peut dire qu'elles se situent en dehors du mouvement ouvrier tel qu'on le conçoit généralement. Et cela est vrai de Tolain cessant d'être « le contremaître de l'atelier où se fabrique la révolution ouvrière » pour devenir, selon Vallès, celui qui « pour ne plus louer ses bras, a vendu son cerveau ». Et cela est vrai de Briand qui, pour les militants du mouvement ouvrier, fut celui qui renia son passé symbolisé par le fameux discours sur la grève générale au Congrès de 1899, discours qui allait « retentir longuement derrière lui, comme une casserole à la queue d'un chat » (G. Suarez).

Que dire d'évolutions qui conduisent le militant à se muer en son contraire ? Le plus souvent, dans le mouvement ouvrier, on se contente des mots « vendu », « traître », liés par un rapport de cause à effet, pour caractériser le phénomène. Or si on laisse de côté le cas de ceux qui, envoyés par la police, trahissent le mouvement en y entrant, ou celui des aventuriers sans idéal qui n'ont jamais vu dans les organisations ouvrières qu'un terrain favorable aux intrigues et conspirations, on admettra que peu de militants étaient des traîtres en puissance. Sans doute en France ne disposons-nous pas des documents, élaborés par les services de police le plus souvent, indispensables pour procéder à une explication sérieuse. Celle que nous rappelions ci-dessus est d'une psychologie sommaire et nous avons tout lieu de croire que si certains revirements sont volontaires, conscients et manquent de probité, d'autres ont été accélérés et amplifiés par la faute du mouvement lui-même. Le militant, capital précieux du mouvement ouvrier, devrait être l'objet des soins les plus attentifs. L'histoire nous apprend que ce n'est pas toujours le cas. Il faut admettre je crois que certains changements sont sincères et désintéressés. S'ils constituent des trahisons, celles-ci n'existent souvent que par rapport au groupe ou au mouvement dont on a abandonné l'idéologie. L'hérétique n'est pas obligatoirement fils de Satan.

\*\*

Pour qui a passé sa vie au service d'une foi laïque, le dernier acte militant prend une importance exceptionnelle.

Le dernier acte ? J'ai posé la question et je voudrais rapporter la réponse d'un militant très âgé qui me paraît renfermer une vérité non universelle certes — en est-il qui le soient ? — mais un aspect de cette vérité que nous recherchons : « Le dernier acte du militant, m'a-t-il écrit, le plus pur pour moi, c'est de continuer, après avoir perdu la foi en l'homme », et cette émouvante confession m'a paru avoir sa place dans cet essai.

Mais le plus souvent ce n'est pas durant la vie mais au moment de la mort qu'il faut chercher le dernier acte du militant. Je ne rappellerai pas les morts au combat, j'en ai parlé, et je suis convaincu que tous ceux qui ont ainsi disparu ont voulu donner un sens à leur fin, un sens militant et ce qu'a dit le général Percin à propos de Varlin peut être appliqué à la plupart d'entre eux : Ils sont morts « superbes de courage », avec la volonté de servir, une dernière fois, le mouvement.

Cette mort du militant est rarement volontaire et le suicide apparaît comme une désertion. Il en est quelques cas cependant et on ne peut les passer sous silence car ils demeurent liés à notre sujet.

Au reste, tous les observateurs désintéressés reconnaissent que le peuple allemand répugne à tout nouvel engagement militariste, que c'est en Allemagne fédérale que l'antimilitarisme reste le plus virulent.

Il est vrai que les sociaux-démocrates s'affirment contre la politique atlantique du chancelier Adenauer. Peut-être pour marquer des points dans la compétition électorale. Aussi parce qu'ils portent leurs espoirs dans une réunification allemande, conditionnée par la neutralité et qui serait finalement acceptée par l'U.R.S.S. Illusion quelque peu dangereuse, à notre avis. Mais qui donne plus de prix encore au jugement qu'ils portent sur « **l'hypocrisie communiste** ».

Citons des extraits d'un article de Fritz Eiler, membre du Bundestag, publié dans leur bulletin officiel de février 1960 :

*Les communistes sont en faveur de la protection militaire de leur domination tyrannique. Ils approuvent une politique sans scrupules de tanks et de baïonnettes même utilisés contre des ouvriers, lorsque les ouvriers se dressent contre la domination qui leur a été imposée comme ce fut le cas en 1953 en Allemagne orientale et à Berlin et en 1956 en Hongrie. Nous intervenons pour la protection du droit consistant à pouvoir nous déterminer librement, pour le droit de pouvoir agir pour réaliser des conditions meilleures dans notre partie de l'Allemagne. Ce faisant, nous protégeons aussi le droit de celui qui pense autrement que nous.*

*Pour les communistes, toute arme en leurs mains assure la « protection de la paix », toute arme dans les mains d'autrui constitue une menace.*

*Le Parti social-démocrate est pour un désarmement honnête, mais non pas selon une procédure qui ferait qu'une des parties conserverait ses armes en dernière analyse.*

*Les communistes, dans leur partie de l'Allemagne, vont jusqu'à cultiver les traditions militaires, avec les défilés de parade devant des spectateurs réunis sur commande, la mise en uniforme de la vie publique bien au-delà de ce qui paraît décent, la militarisation de la jeunesse et aussi des entreprises.*

*Le Parti communiste unifié (S.E.D.) dirige sa propagande contre les bombes atomiques dont disposent les Américains, mais considère avec complaisance les vantardises de l'U.R.S.S. se targuant de sa puissance atomique et de ses fusées.*

*Nous, social-démocrates, sommes pour un accord loyal mais non pas pour un assujettissement à une volonté étrangère et moins encore assujettissement à la volonté de Ulbricht qui ne dispose pas de la moindre légitimité pour parler au nom d'une partie quelconque du peuple allemand.*

#### **POUR UNE RUPTURE TOTALE AVEC LA CONTRE-REVOLUTION !**

L'acharnement avec lequel M. Khrouchtchev et ses hommes insistent sur le danger allemand, l'opportunité publication de livres et de documents sur les atrocités hitlériennes, la nouvelle sanctification des martyrs de la Résistance (dont les cadavres sont exploités comme celui du Poilu inconnu), tout cela traduit autre chose qu'une germanophobie superficielle. M. Khrouchtchev veut exciter le chauvinisme français, afin de réveiller le nationalisme allemand, qu'il saura utiliser demain.

Mais nous voulons aujourd'hui nous adresser surtout aux révolutionnaires qui nous reprochent de nous allier par anticommunisme aux réactionnaires les plus dangereux.

Accordons-leur que notre vieux parti-pris peut nous égarer. Mais qu'ils s'accordent avec nous sur ce que représente M. Khrouchtchev.

**Ce n'est ni la Paix, ni le Socialisme, ni l'héritage de la Révolution d'Octobre. Et son patriotisme russe,**

**ses éloges du nationalisme français, son parti-pris germanophobe sont aux antipodes des valeurs que nous servions en adhérant à l'Internationale Communiste.**

Vous êtes d'accord. Alors, il faut le proclamer solennellement.

J'ai critiqué le « chacun sa vérité » pirandellien. J'ai proposé à chacun le choix entre la vérité révélée (engendrée par des mythes) et la vérité démontrée, basée sur l'observation et l'expérience.

Il y a aussi une vérité révolutionnaire qui accorde le réalisme présent et les courageuses anticipations. Mais — que l'on me pardonne cette référence à l'histoire des religions — si la Réforme de Luther a ébranlé l'Eglise catholique, c'est parce que le moine de Wittenberg a brûlé la bulle pontificale.

Certes les communistes authentiques peuvent — comme les luthériens — élever une nouvelle Eglise que nous combattons. Mais pour nous convaincre de leur intransigence et de leur pureté, ils doivent **d'abord** rompre totalement avec l'Eglise officielle.

Luther, pour revenir à l'Evangile, a maudit : l'Antéchrist, le Pape de Rome, qui couvrait d'une terminologie chrétienne des institutions et des mœurs païennes. Pour revenir à l'idéal communiste, il faut **d'abord** dénoncer le Pape de Moscou qui, sous un verbe communiste incarne l'anticommunisme et la contre-révolution !

Roger HAGNAUER.

## *A travers les* **LIVRES**

### **BLANQUI ET L'OPPOSITION REVOLUTIONNAIRE A LA FIN DU SECOND EMPIRE**

De Maurice DOMMANGET  
(Cahiers des Annales de Maurice Dommanget.  
Librairie Armand Colin.)

Avec une admirable persévérance, Maurice Dommanget continue à édifier son monument historique. Et c'est avec quelque émotion que l'on suit son effort pour fouiller sous le bric-à-brac et les panoplies rouillées de l'histoire romancée et tirer des profondeurs les matériaux imperméables à l'usure du temps.

Nous devons sans doute à l'ami d'Albert Mathiez des ouvrages qui complètent l'œuvre de celui-ci sur la Révolution française, en particulier sur les « *Enragés* » et les premiers communistes : *Babeuf et Maréchal*. Nous lui devons aussi une *Histoire du Premier Mai* et de la *Jacquerie* — une série de brochures sur les *Grands éducateurs socialistes*.

Mais il semble aujourd'hui concentrer ses recherches sur *Blanqui et le blanquisme*. Et après son livre sur *Edouard Vaillant*, ses études sur les différentes phases de la vie de Blanqui, et les idées de l'Enfermé, il nous donne aujourd'hui un « *Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du Second Empire* », qui éclaire une période qui va de l'Empire libéral à la Guerre de 1870-71, qui porte, avec la loi de 1864 légalisant les coalitions ouvrières, la fondation et les premiers Congrès de l'Internationale.

Cette mise en place du blanquisme est particulièrement édifiante pour nous. Elle explique sans doute les conflits qui déchirèrent la Commune de Paris et dissocièrent la Première Internationale, qui opposèrent ensuite les syndicalistes aux marxistes, aux anarchistes, aux bolchevistes. Explication qui n'est ni une justification, ni une condamnation. Et peut-être après tout suffit-il pour caractériser Blanqui et le blanquisme de ces phrases de Vallès, citées par Dommanget : « *le petit vieux qui trotte près de moi, tout seul, mais suivi par le regard d'une bande... regardant si au-dessus de la foule ne jaillissait pas une flamme qui serait le premier flamboiement du drapeau rouge.* ».

R. H.

# Chronique de l'Union des Syndicalistes

## Premier Mai 1960

Depuis qu'il est entré dans la tradition ouvrière, le 1<sup>er</sup> Mai a toujours été une journée de lutte pour la réduction du temps de travail. Plus nous « repensons » le syndicalisme — ce que nous n'arrêtons pas de faire — plus nous nous persuadons que l'augmentation des salaires et la diminution du temps de travail sont, en toutes circonstances, les deux premiers points, et les principaux, du programme du syndicalisme ouvrier. C'est par eux, et par eux seulement, que l'on touche à la source même du profit capitaliste. Si l'accroissement de la production et de la productivité (c'est-à-dire de la production dans l'unité de temps) conduit à la fois à l'augmentation des salaires et à la réduction de la durée du travail, alors il est possible de parler d'une évolution du capitalisme, voire d'une modification de sa nature. Sinon, l'exploitation de la force de travail continue et se renforce. La plus subtile argumentation n'y changera rien.

Pour redonner une vigueur nouvelle au Premier Mai, aujourd'hui bien anémié, quand il n'est pas défiguré, ce sont ces deux revendications qui devraient apparaître, dégagées de toute la gangue juridique-légale qui empêche de les mettre en pleine lumière. La journée de huit heures a été accrochée, non sans efficacité, aux Premiers Mai d'hier. Maintenant, dans les affiches, les proclamations, les discours de ce 1<sup>er</sup> Mai 1960, l'ouvrier comme le patron devraient être frappés par ce double cri : *augmentation des salaires, réduction de la journée de travail.*

Toute la question est là. Khrouchtchev le sait. Il attend ses rivaux à ce tournant-là. Nous, nous les attendons tous à ce tournant-là. Aussi bien dans son discours aux « syndicalistes » qu'il a reçus, que dans son allocution télévisée, Khrouchtchev a dit et redit : « Nous sommes le seul gouvernement qui augmente les salaires en diminuant, en même temps, la durée du travail. » Il a affirmé que l'ouvrier russe faisait actuellement sept heures de travail par jour et qu'en 1964, il n'en ferait plus que six ! Eh bien, beaux messieurs de la technocratie occidentale, c'est là et non ailleurs que git le lièvre, c'est là et non ailleurs qu'il faut se battre, c'est là et non ailleurs qu'il faut prouver la supériorité de votre « système » !

## L'ouvrier russe travaille-t-il effectivement sept heures par jour ?

De tout ce qui s'est dit au cours de la tournée khrouchtchevienne, je ne retiendrai que le dialogue entre Khrouchtchev et un ouvrier des usines Renault à Flins. Voici comment « Le Monde » du 1<sup>er</sup> avril le rapporte :

« Combien gagnez-vous ? » demande M. Khrouchtchev. « Soixante-cinq mille francs par mois. » « Combien payez-vous un repas ? » « Deux cents quatre-vingts francs environ. » « Depuis combien de temps êtes-vous à l'usine ? » « Huit ans. » « Quelle est la durée de votre travail ? » « Je fais en général des journées de neuf heures. »

M. Khrouchtchev : « Chez nous, nous en sommes à la journée de sept heures et le samedi on travaille deux heures de moins. Les vacances en U.R.S.S. sont de deux semaines à un mois et sont entièrement payées. Les dépenses médicales sont en

U.R.S.S. entièrement gratuites, chez vous elles sont payantes...

— Non, coupe un des travailleurs, chez nous on paye vingt pour cent seulement.

— Oui, mais chez nous, reprend M. Khrouchtchev, c'est zéro pour cent. Sur ce terrain là, vous ne nous battez pas. »

Il y a là-dedans tout ce qu'il nous faut : les salaires, directs et indirects, le temps de travail et les vacances. Sur ce dernier point remarquons déjà que M. Khrouchtchev ne « nous » bat pas (nous lui empruntons sa façon de parler) : en France, la durée minimum des vacances payées est de trois semaines. Sur la question des dépenses médicales, le camarade de chez Renault nous semble un peu optimiste, quoique le mutualisme vienne souvent améliorer les prestations de la Sécurité sociale. Mais pour comparer valablement, il faudrait connaître toutes les conditions des deux systèmes de sécurité dans l'un et dans l'autre pays.

Voyons maintenant le salaire. M. Khrouchtchev ne commente pas ce point. Nous pouvons admettre qu'il ne lui est pas possible de transposer immédiatement dans la monnaie et le pouvoir d'achat de son pays. Mais pour nous, la déclaration de l'ouvrier de Flins est pleine d'enseignement : il gagne donc soixante-cinq mille francs par mois (650 NF) en travaillant neuf heures par jour. Il résulte même des informations données par d'autres journaux, ainsi que d'une mise au point envoyée à la presse par la Régie Renault, que c'est neuf heures trente par jour et cinq jours par semaine qu'il faut entendre, soit quarante-sept heures et demie par semaine. L'ouvrier en question a donc un salaire horaire moyen un peu supérieur à 300 francs. Ça ne casse rien, pour un serrurier, nous dit-on, ce qui doit correspondre, au royaume des « Dauphines », à une qualification moyenne. Dans sa mise au point, la Régie Renault a tenu à préciser qu'au dessus de quarante heures, les heures supplémentaires étaient payées davantage. Mais j'imagine que lorsque le camarade dit : soixante-cinq mille francs par mois, il comprend tout, salaires et primes. Cela revient bien à un salaire horaire moyen d'un peu plus de trois cents francs.

Pour faire sa croûte — sa petite croûte — l'ouvrier de chez Renault doit travailler plus de deux cents heures par mois. En regard, M. Khrouchtchev affirme que le camarade russe ne fait que quarante heures par semaine. Cela est-il vrai ? On va nous accuser aussitôt de mettre en doute la parole du nouveau N° 1 russe. Nous voulons seulement des confirmations réelles. Un capitaliste français voyageant en U.R.S.S. pourrait affirmer sans mentir que la durée légale du travail en France est de quarante heures par semaine. Il mentirait sur la durée effective. Notre inquiétude vient aussi du fait qu'il y a trente ans les publications du parti communiste affirmaient déjà que la journée de travail en U.R.S.S. était de sept heures.

Qu'on nous entende bien : nous serions très satisfaits si notre camarade travailleur russe faisait effectivement sept heures de travail par jour. Nous nous en réjouissons d'abord pour lui. Pour nous ensuite, car il nous fournirait là un argument de poids pour étayer la campagne de réduction du temps de travail en France.

Cela me semble si important que je voudrais que toutes les sources d'information possibles soient uti-

c'est ainsi qu'une fraternité spontanée et simple, souhaitée par la majorité des deux groupes, n'a pu toujours trouver un climat propice pour éclore et se répandre.

Pour finir, nous envisagerons le cas des militantes. Durant tout le demi-siècle, jamais les femmes n'ont été absentes du mouvement ouvrier et il suffit de rappeler Pauline Roland chantée par Victor Hugo, Flora Tristan et son Union Ouvrière dont Jules-Louis Puech laissa un si émouvant portrait, Louise Michel, inlassable propagandiste, Aline Valette du Conseil National du Parti Ouvrier, etc. Mais une étude plus attentive montre qu'il s'agit là de militantes dont le rôle fut exceptionnel. A cette époque le mouvement ouvrier français est, dans l'ensemble, proudhonien et, en ce qui concerne la question féminine notamment, les conceptions de Proudhon font autorité. « Sans la famille la femme n'a sur terre aucune raison d'être » dit le Mémoire des délégués français au premier Congrès de l'Internationale en 1866 et c'est une militante guesdiste, Léonie Rouzade qui, Chrysale en jupons, écrivait en 1896 : dans la société future « la ménagère, c'est-à-dire la compagne de l'homme, n'aura à s'occuper qu'à assurer la bonne tenue de l'habitation, du linge et des vêtements ». Il faudra attendre 1935 pour qu'un congrès de la C.G.T. — le vingt-neuvième — prenne une position conforme au point de vue exprimé par Marx et Engels un demi-siècle plus tôt (1). S'il est exact que les femmes ont joué, de la Commune à la Première Guerre Mondiale, un rôle de plus en plus grand dans la production — elles constituent, en 1914, 40 % de la main-d'œuvre dans l'industrie textile — s'il est exact aussi que, de ce fait, la part qu'elles ont prise au mouvement ouvrier a été croissante, il n'en est pas moins vrai que, dans l'ensemble, elles n'ont pas exercé une action dirigeante en rapport avec leur nombre. Il serait donc vain à cette époque de chercher à découvrir un type alors qu'il n'y eut que des cas d'espèce.

Ainsi, après étude des principaux facteurs qui pourraient permettre de distinguer des et non un portrait de militant, il est permis de conclure qu'en l'espace d'un demi-siècle du moins, ces facteurs n'apportent à la personnalité du militant telle que nous nous sommes efforcé de la dessiner que des touches secondaires. Tentons donc de conclure.

\*\*\*

Vouloir saisir la personne du militant ouvrier dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle alors que des enquêtes très poussées se poursuivent tant sur 1848 que sur la Commune et la Troisième République, est certes prématuré et, nous l'avons dit, notre entreprise ne pouvait être qu'un essai. Nous nous y sommes risqué cependant parce que si les enquêtes et les statistiques vont permettre d'ausculter minutieusement le militant, elles ne nous en livreront peut-être pas pour autant l'essence aussi insaisissable par le scalpel du chirurgien que par celui du sociologue. J'aime en appeler ici au témoignage d'Ernest Labrousse qui affirmait récemment « l'unique et l'impondérable de l'individuel ». Que pouvons-nous donc dire du militant au terme de cette étude ? Pour préciser notre pensée, nous ferons appel, en nous en excusant, à un homme qui n'est pas un historien mais dont le souci de documentation fut tel que son témoignage est particulièrement précieux, je veux parler de Roger Martin du Gard. Dans *l'Été 1914* (des *Thibault*), il a distingué deux types de militants : les apôtres

et les techniciens. Les uns, plus nombreux, possèdent une « native sensibilité à l'injustice » et trouvent « un motif exaltant de vivre » dans leurs rêves de fraternité ; les seconds, minorité, partant d'une analyse méthodique et approfondie de la réalité, présentent « des revendications précises », préparent « des réalisations concrètes ». Seuls les chefs allient les qualités politiques des techniciens à l'ardeur mystique des apôtres. C'est, parlant de ces derniers, que Lénine dira qu'ils possèdent un cœur chaud et une tête froide. Ce que notre analyse nous a permis de connaître du militant se trouve assez heureusement mis en lumière.

Avant tout apôtre au début de la période que nous étudions, le militant s'est efforcé de devenir peu à peu et en même temps technicien. Dans la mesure où il y réussit, dans la mesure aussi où le second n'a pas tué le premier on peut dire, plaçant le poète, que pour le militant ouvrier l'action est devenue sœur du rêve.

Dans sa pensée, la classe ouvrière, force vive de la nation, absorbera demain, en les régénérant, les classes dites parasitaires. C'est donc d'un message universel que le militant ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle s'est voulu porteur. Sans doute s'est-il bercé de bien des illusions, sans doute a-t-il fait surgir des mirages en grand nombre devant les foules malheureuses ; mais il ne fut pas seulement le semeur de chimères ; à côté de l'idéal il sut faire place au réel. Le progrès social dont nous bénéficions est en grande partie son œuvre. Le militant ouvrier de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est peut-être, finalement et avant tout, celui qui nous a légué à tous du pain et quelques roses.

Jean MAITRON.

#### ERRATA

Parmi les erreurs typographiques qui se sont glissées dans le début de cette étude, quelques-unes doivent être rectifiées :

Page 17-65, colonne 1 : « Que sait-on du cordonnier Zaël Efrahem sinon qu'il est l'auteur d'une brochure publiée dans les premières années de la Monarchie de Juillet et intitulée... »

Page 19-67, colonne 1 : « Il se peut même qu'il la contrarie en raison du trouble qu'une telle vocation apporte souvent dans la vie familiale. »

Page 19-67, colonne 2 : « Richard de Lyon » (et non Ricard) ; plus loin : « Le second est que le monde ouvrier, par suite de l'inexistence d'un enseignement... » (et non l'existence).

## TU NE PEUX PAS COMPRENDRE !

Tout leur édifice intellectuel reposait sur le marxisme-léninisme. S'ils ne pouvaient réfuter une critique, répondre à un jugement, ils se taisaient sans chercher à pénétrer la pensée du contradicteur, et ils revenaient deux jours plus tard, sourire aux lèvres et vous expliquaient votre erreur à la lumière du matérialisme dialectique. Essayions-nous de redresser un raisonnement qui tenait pour acquis dans le présent ce qui est promis pour un avenir plus ou moins éloigné, nous nous entendions dire : « Tu ne peux pas comprendre. Tu n'es pas marxiste-léniniste. »

(Impressions d'un étudiant français sur des étudiants soviétiques en visite à Paris.)

Ainsi le Jésuite de Pascal (dans les Provinciales) ne pouvant répondre à un argument, voulait consulter un de ses Pères... « il en est de bien subtils ».

(1) En 1898, à Rennes, les délégués, au X<sup>e</sup> Congrès national corporatif, 4<sup>e</sup> de la C.G.T., déclarent à l'unanimité : « l'homme doit nourrir la femme ». D'où une protestation et une mise au point de Guesde dans le *Socialiste* du 9 octobre 1898. Deux ans plus tard les délégués au 5<sup>e</sup> Congrès, par 197 voix sur 198 votants, déclarent encore : « tous les travailleurs sont d'accord pour reconnaître que l'introduction de la femme dans l'industrie a été néfaste à la classe ouvrière tant au point de vue moral et physique que pécuniaire. »

# LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE

H.A. Clegg, professeur au Nuffield College à Oxford, a publié un ouvrage intitulé : « A new approach to industrial Democracy » (ce qui peut être approximativement traduit par : une nouvelle tentative pour atteindre la démocratie industrielle), chez Basil Blackwell. La matière de cet essai a été en grande partie fournie par les rapports présentés en septembre 1958 au séminaire de Vienne, organisé par le Congrès pour la Liberté de la Culture, sur le thème : « La participation des travailleurs à la gestion » et par les débats qui suivirent (1). L'auteur déclare que, emporté par le sujet, il a entièrement refondu les apports et qu'il a tenté une « explication générale au moyen de comparaisons internationales ».

Le livre est construit suivant trois grands chapitres : les origines (doctrines révolutionnaires, pratiques réformistes, adaptation moderne des principes) ; les expériences d'après-guerre, en Angleterre, en France, en Allemagne, en Yougoslavie et en Israël ; l'examen des nouvelles formules de démocratie industrielle en relation avec le double critère de l'efficacité et du bonheur, depuis le système de consultation mixte du type britannique jusqu'aux conceptions surgies dernièrement dans les pays de l'Est européen.

La partie historique, nécessairement brève, n'est pas sans valeur. H.A. Clegg remarque justement que la conception de contrôle ouvrier sous-entendait, au début du XX<sup>e</sup> siècle, une volonté ouvrière d'autogouvernement, de prise en main de toute la société. « Cette notion est aujourd'hui morte », dit l'auteur. Et il assoie ce jugement sur une constatation : « Nul ne croit actuellement que l'autogouvernement industriel direct par les ouvriers puisse assurer le développement d'une société industrialisée moderne... », « ...l'autogouvernement de la classe ouvrière n'a pas été autre chose qu'une vision fugitive surgie au cours des révolutions, une promesse plutôt qu'une réalité même momentanée, une forme de gouvernement dont la décadence commençait avant même d'exister. »

Dès lors que le bouleversement total des structures ne peut être espéré, des formes de compromis sont recherchées, des étapes qui rapprocheraient du but inchangé. C'est alors que se définit le socialisme des guildes dont G.D.H. Cole a été le théoricien le plus influent. C'est aussi — le but s'estompant au bénéfice de méthodes praticables et d'une adaptation admise aux formes de la société telle qu'elle existe — les diverses propositions de type réformiste, toutes concourant à obtenir une représentation ouvrière dans l'administration des entreprises, des industries et des services publics, de la même façon qu'une représentation ouvrière est recherchée pour les organes directeurs de l'Etat.

Phénomène significatif : c'est au cours des grandes guerres que la création d'organes mixtes, la désignation de délégués ouvriers au sein des administrations économiques sont obtenues. Au lendemain de la seconde guerre mondiale surgit la **Mitbestimmung**, la cogestion, en Allemagne de l'Ouest encore occupée, et cela principalement sous l'influence de hauts fonctionnaires britanniques. L'auteur examine, pays par pays, les diverses formes de l'entrée de la représentation ouvrière dans les mécanismes de contrôle, d'administration, de consultation. Il attache une grande importance au fait que la démocratie parlementaire est inséparable d'une certaine conception ouvrière d'intervention. Il estime même que les manifestations ouvrières tendant

à imposer leurs revendications en dehors du jeu du gouvernement démocratique conduisent au communisme ou au fascisme.

Nous avons ainsi, exposé de façon détaillée, un point de vue intellectuellement désintéressé. Il pêche cependant par plusieurs défauts. En premier lieu, le critère permanent, indiscuté, est celui de l'efficacité, autrement dit de l'économie compétitive. Que la propriété soit privée ou d'Etat, que le système économique soit libéral, mixte ou dirigé, c'est le rendement et le degré de développement des forces productives qui comptent. Peu importe que les produits soient utiles ou inutiles, consommables ou non, destinés aux consommateurs ou voués à alimenter la machine de production elle-même. Cette façon de concevoir la répartition des tâches pour une plus grande production possible, mais sans que la nature et les buts de cette production soient définis par les producteurs, réduit évidemment le nombre des solutions.

Or, c'est là qu'un des moteurs essentiels des aspirations ouvrières agissait au début du siècle : il était moins question d'obtenir une participation relativement équitable dans une société qui excluait le prolétariat, mais de créer une nouvelle société. Les conflits internationaux économiques ou militaires conduisent les gérants de la société à rechercher le consentement et la participation de la main-d'œuvre pour mieux organiser le combat. Mais le problème demeure de savoir si ce combat est acceptable par la classe ouvrière.

Par ailleurs, et c'est là un des ressorts non brisés, à peine détendu, des luttes ouvrières, le sentiment de dépendance des travailleurs continue à se manifester. La présence de « délégués ouvriers » dans les comités mixtes, dans les conseils économiques — comme celle de « députés » ouvriers au Parlement — ne change pas grand-chose au sentiment de l'ouvrier d'être un objet sur le lieu du travail. La promotion individuelle, de plus en plus recherchée et encouragée, le transfert des frustrations sur le plan des représentations — plus ou moins effectives — dans les sphères dirigeantes, économiques ou gouvernementales, peuvent certes freiner, réduire, calmer la vieille revendication de pleine dignité et d'entière responsabilité ; elles ne suffisent pas à résoudre le problème.

Sans doute l'issue ne se trouve-t-elle pas dans l'application de formules d'état-major, ni dans la mise au point de systèmes planifiés où chaque facteur humain se verrait assigné à une juste fonction, mais dans le développement de l'effort ouvrier conscient sur le lien du travail et dans les conditions où le travail se présente. Car le rêve de l'émancipation totale se nourrit chaque jour de la réalité des subordinations, des impuissances et des inégalités.

L. M.

Le nationalisme économique, force prédominante du monde moderne, est puissant, parce qu'il allie les mobiles d'intérêt personnel auxquels Marx et les radicaux anglais faisaient appel, aux mobiles moins rationnels du patriotisme.

Bertrand RUSSELL.

(1) Voir « R. P. » d'octobre 1958 : « La participation ouvrière à la gestion ».

## Le mouvement ouvrier et le M.N.A.

D'André GIACOMETTI (de Genève) :

Ce n'est pas sans étonnement que j'ai suivi, dans les trois derniers numéros de la « R.P. », la discussion résultant de l'article de El Djerah sur le rôle du M.N.A...

Dans la « R.P. » de décembre, Louzon a divisé ses remarques en deux parties : ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas. Ce qui est essentiel, selon Louzon, c'est que « l'immense majorité des combattants algériens se réclame du F.L.N. » et que le M.N.A. devrait, en conséquence, se dissoudre pour permettre à ses adhérents de rejoindre le F.L.N. à titre individuel. Pourquoi ne l'a-t-il fait depuis longtemps ? Selon Louzon, c'est « l'esprit de çof » qui veut cela. Comme c'est commode !

Pourquoi les hommes de Zimmerwald ne s'étaient-ils pas soumis à la social-démocratie majoritaire en 1915, bien qu'elle représentait l'immense majorité des ouvriers en Europe ? C'est par « l'esprit de çof ». Pourquoi le P.O.U.M. et les « Amis de Durruti » ont-ils refusé de jouer la comédie du Front Populaire en 1937 ? C'est « l'esprit de çof » bien connu de ces éléments incontrôlables. Pourquoi les syndicalistes révolutionnaires en France ne rejoignent-ils pas le Parti communiste, indiscutablement le parti le plus représentatif de la classe ouvrière ? Encore « l'esprit de çof ». Pourquoi Trotsky n'a-t-il pas compris que l'Histoire, dans sa majestueuse progression, laisserait aux stalinien le contrôle de l'immense majorité du mouvement révolutionnaire ? Il aurait sans doute dû dissoudre l'Opposition de gauche et rejoindre Staline. Cela l'aurait grandi.

Mais peut-être Messali n'est-il pas un vrai révolutionnaire, et peut-être que rien ne sépare le M.N.A. du F.L.N. sur le plan politique, si ce n'est « l'esprit de çof » ? Il existe dans le mouvement ouvrier des critères de jugement qui ne trompent pas. Ce que nous attendons d'un mouvement révolutionnaire, ce n'est pas qu'il devienne puissant en tirant profit de l'absence de scrupules de ses dirigeants ; ce n'est pas qu'il réussisse à soumettre une grande partie de la population à une discipline militaire étayée, quand il le faut, par la terreur ; ce n'est pas d'adopter des programmes circonstanciés et des résolutions qui ne valent que le papier sur lequel elles sont écrites...

Pour savoir lequel des deux mouvements nationalistes nous devons appuyer, il n'est pas essentiel de savoir lequel est le plus puissant aujourd'hui et lequel le sera demain. Pour nous, il importe plutôt de savoir par quels moyens un parti est devenu puissant, et ce que sa puissance signifie pour le mouvement ouvrier.

Ceci dit, je m'explique mal comment Louzon peut nier l'existence de maquis messalistes. Pense-t-il comme Gallienne qu'ils n'existent pas parce que les journaux en parlent peu, et que « Le Monde » est un journal qui dit la vérité ? Ne connaît-il pas les témoignages d'André Louis, parus dans « La Cité », journal des syndicats chrétiens belges ? Et quant aux régions dont le M.N.A. revendique le contrôle et « où aucune action n'a été signalée », ne lit-il pas les communiqués de l'armée française où l'on parle — sans faire mention du M.N.A., bien sûr — d'engagements autour de Bou-Saada, d'Aumale, de Paul Cazelles, de Reibell, d'Afou, de Laghouat, de Biskra ? Ne connaît-il pas les tracts comminatoires adressés par l'armée française tout spécialement aux combattants messalistes ?

Examinons de plus près un problème que Louzon classe dans ce qui n'est pas essentiel, à savoir celui des attentats. Louzon estime que les amis du M.N.A. s'élèvent bien plus vigoureusement contre les attentats commis par le F.L.N. que contre ceux du M.N.A. Il a raison. Pour ma part, je ne condamne pas le « terrorisme » du M.N.A.

Il est facile de condamner le terrorisme en bloc

— tout le monde est d'accord sur le principe. Le fait est qu'il existe entre le M.N.A. et certaines fractions du F.L.N. un état de guerre. On peut regretter cette guerre, et on peut regretter encore plus qu'elle se livre par les armes autant que par les moyens politiques. Le fait est qu'elle se livre par les armes, pour des raisons dont le M.N.A. est loin de porter la responsabilité. Cette guerre est une tragédie, et elle est la cause principale de l'impasse dans laquelle se trouve la révolution algérienne. Je souhaite donc qu'elle prenne fin par un accord entre le M.N.A. et les fractions du F.L.N. qui sont libres de conclure un tel accord et capables de le faire respecter par leurs propres adhérents. Mais si un tel accord ne peut pas se faire, alors je souhaite, dans l'intérêt du mouvement ouvrier et du socialisme en Algérie, que le M.N.A. sorte vainqueur de cette guerre.

Les militants du M.N.A., ceux de l'U.S.T.A., nous les connaissons, les morts et les vivants. Le F.L.N., nous le connaissons aussi. Rares pouvaient être les militants du F.L.N. abattus par le M.N.A. qui valaient les dirigeants de l'U.S.T.A. et ceux du M.N.A. abattus en Algérie, au Maroc, en Tunisie et en France. Pour le mouvement ouvrier, la perte de Filali, de Bekhat et d'autres se ressentira encore longtemps après que la paix sera revenue. Si l'attentat contre Messali avait réussi, qu'aurait fait Louzon ? Il se serait peut-être associé à des protestations suscitées par d'autres. Cela n'aurait pas compensé la perte que le mouvement révolutionnaire aurait subi.

Si le « terrorisme » M.N.A. n'était pas essentiellement défensif, qu'est-ce qui l'empêcherait d'organiser des attentats contre Ferhat Abbas ou Krim Belkacem, tout comme le F.L.N., qui frappe à la tête ? Rien ne serait plus facile : tout le monde sait que l'on peut abattre n'importe qui, à condition d'y mettre le temps et le prix.

« La raison d'Etat est maîtresse », enseignait Louzon aux Algériens dans la « R.P. » de décembre. « Elle autorise toutes les vilénies, toutes les turpitudes, toutes les déloyautés. La seule chose devant laquelle elle s'incline est la force. » « Soyez forts ! leur conseillait-il, c'est le seul moyen de ne pas être trompé. » Pourquoi le M.N.A. ne suivrait-il pas aussi ce conseil ? Et s'il venait à suivre l'excellente recette de Finidori — « pour un œil, les deux yeux, pour une dent, toute la gueule » — à quel titre Louzon pourrait-il le condamner ?

... Que les amis du M.N.A. continuent à être exigeants ! Mais à un moment où la révolution algérienne joue son avenir, et quand on sait comme nous le savons que le contenu de cette révolution dépend pour une bonne part du sort du mouvement messaliste, on peut se demander si ce mouvement n'est pas en droit d'attendre plus que des certificats de bonne ou de mauvaise conduite.

## Précisions sur le Liban

De J. GALLIENNE, de Sfax :

Je dois rectifier certains détails de l'article de Louzon paru dans la « R.P. » de mars, article avec lequel je suis d'ailleurs tout à fait d'accord quant au fond. A propos du Liban, Louzon écrit : « Le président de la République est alternativement un chrétien et un musulman, cependant que, lorsque le président est un chrétien, le premier ministre est un musulman et inversement. En outre, chaque communauté a son propre collège électoral ». En réalité, le président de la République libanaise est toujours un catholique maronite (et non un chrétien de n'importe quelle secte), le président du Conseil toujours un musulman sunnite (et non un chiite ou un druze). L'actuel président de la République, Fouad Chehab, ne fait pas exception à la règle : il appartient à une famille d'origine druze, mais convertie au catholicisme maronite. (Ce genre de conversions familiales dont les raisons profondes sont politiques n'est pas rare en Orient.) D'autre part, il n'existe qu'un collège électoral, mais chaque parti politique est tenu de présenter des listes respectant le dosage des sectes religieuses (tant de maronites, de melchites, d'arméniens, d'orthodoxes, de sunnites, de chiïtes, de druzes, le nombre de candidats de chaque secte étant variable suivant les

circonscriptions électorales ; il y a aussi, dans une circonscription, un représentant des « minorités », essentiellement les protestants, les israélites, les chaldéo-assyriens). On se rend compte de la difficulté qu'éprouvent parfois des partis à établir de telles listes.

Autre erreur en ce qui concerne la proportion des chrétiens et des musulmans au Liban. Elle n'est pas de trois musulmans pour un chrétien, mais d'à peu près un musulman pour un chrétien. Les chrétiens forment le groupe le plus nombreux si l'on compte les Druzes à part des Musulmans. Dans le cas contraire, les musulmans, Druzes compris, dépassent légèrement la moitié de la population. Cela, d'ailleurs, donne encore plus de poids à l'argumentation de Louzon.

### L'internationalisme méconnu

De G. SUANT, d'Antony (Seine), à Hagnauer :  
...Tu as raison de poser le problème de l'internationalisme, de plus en plus méconnu, voire méprisé (je suis frappé de constater, par exemple, que les gens de l'U.G.S. avec qui j'ai forcément des relations, et bien qu'ils soient, disent-ils, des « doctrinaires », négligent les rapports internationaux et leur organisation). A cette époque où les distances disparaissent, les peuples semblent — à travers les milieux politiques que je fréquente — de plus en plus s'enfermer dans leurs cadres nationaux.

La II<sup>e</sup> Internationale est morte. Les réunions de son bureau sont toutes formelles et elle est incapable de tracer des perspectives d'ensemble. Chaque parti se contente en fait de se définir de sa nationalité. Triomphe du « national-molletisme ». Le dernier congrès du S.P.D. est, quant à nos préoccupations, remarquable : son programme, monstrueux. Je me demande si nous ne retrouverons pas la vigueur — et l'enthousiasme — en fortifiant nos contacts avec les « militants » des pays d'outre-mer. Pour une foule de raisons (économiques, sociales, politiques, historiques, etc.), ces hommes veulent ces contacts. Je suis en train de vivre, à la Fédération mondiale des villes jumelées, une expérience édifiante à ce sujet...

### Sur une adhésion au M.S.U.D.

De D. RENARD, secrétaire du Syndicat des Métaux « Force Ouvrière » de Paris-Banlieue Nord :

Je tiens à faire la mise au point suivante au très court article concernant le M.S.U.D. et la section « Force Ouvrière » des établissements Fenwick, paru dans la « R.P. » de février.

La section syndicale d'entreprise « Force Ouvrière » de chez Fenwick n'a nullement été habitée par le Syndicat des métaux « Force Ouvrière » de Paris-Banlieue Nord auquel elle adhère, à engager, dans cette question du M.S.U.D., l'organisation syndicale « Force Ouvrière ».

Ce syndicat n'empêche nullement ses membres d'adhérer et de militer dans l'organisation parasyndicale de leur choix, à la seule condition que cette adhésion n'engage que leur personne et non pas l'organisation syndicale dont ils sont membres. L'engagement de la dite organisation syndicale ne pouvant se faire que par les organismes régulièrement constitués du syndicat.

Or, dans le cas du Syndicat des métaux « Force Ouvrière » de Paris-Banlieue Nord, aucune décision de cette nature n'a été prise par lui en ce qui concerne son éventuelle adhésion au M.S.U.D.

En conséquence, la prise de position de la section Fenwick n'a aucune valeur, parce que non représentative d'un organisme ou d'une organisation compétente de la C.G.T. « Force Ouvrière ».

### A propos de la « V.O. »

Du camarade CHANTESAIS (de Seine-et-Oise) :  
Comme m'y invite Monatte, dans sa réponse à ma protestation parue dans le numéro de février dernier de la « R.P. », j'ai rassemblé mes souvenirs. Ce qui n'est pas facile au bout d'un si long temps.

Je sais que le camarade Rouzé travaillait à la « V.O. » avant que j'y entre. Mais ce que je sais aussi c'est qu'elle ne venait qu'à intervalles assez espacés au 96 du quai Jemmapes. Quant au 144, rue

Pelleport, elle n'y a jamais fait acte de présence.

Mais là n'est pas le plus important de l'affaire. Faisant appel à mes souvenirs, je me rappelle maintenant le nom du camarade qui m'informa du suicide de Germaine Rouzé et qui, à ma demande d'explications, m'apprit la cause de son geste désespéré, laquelle n'avait rien à voir avec le travail du journal. Il s'agit du camarade Bettendorfer qui collaborait avec nous à l'époque.

Je tiens donc à déclarer — tenant avant toute chose à l'estime des quelques camarades correcteurs lecteurs de la « R. P. » — n'avoir aucune responsabilité morale dans le suicide de la camarade Rouzé.

## La sociologie en marche

La Revue française de sociologie, que patronne le C.N.R.S., offre un bon exemple de l'orientation prise par la recherche sociologique en France. Par réaction contre les schémas idéologiques et pour se dégager des grandes polémiques à base d'idées générales, la tendance actuelle est à la microsociologie, à la photographie systématique des situations, aux chiffres. Il en résulte souvent une « observation en miettes », qui se conjugue à une sainte méfiance des généralisations. Le souci premier, encore que rarement énoncé, est de mettre les problèmes en équations. Mais il manque toujours quelques termes, et ceux-là précisément qui permettraient de comprendre les mouvements sociaux, de les prévoir.

Jusqu'au début du siècle, les sociologues étaient gens passionnés, qui en arrivaient souvent à s'identifier avec les grandes poussées, à force de les vivre. Ils sont aujourd'hui plus détachés, plus lointains, mieux outillés ; ils forment une catégorie particulière de chercheurs, souvent habités par l'ambition de conduire rationnellement les courants qu'ils découvrent aveugles. (Une thèse sur les sociologues, sur leur comportement et leur rôle social, voulu ou réel, serait un document utile.)

Prenons l'étude de Mattei Dogan : « Le vote ouvrier en Europe occidentale ». C'est un travail solidement édifié sur une riche bibliographie : statistiques électorales, sondages d'opinion, enquêtes nationales et locales, et cela pour neuf pays. Le problème posé est de savoir dans quelle mesure les partis ouvriers — socialiste et communiste — reflètent électoralement les classes ouvrières, et pourquoi une partie de l'électorat ouvrier s'oriente vers des partis non ouvriers. Or, après tableaux comparatifs expliqués, évaluation des tendances, remarques portant sur le vote des femmes et sur l'influence religieuse, pondérations diverses et considérations particulières, les conclusions aboutissent à reposer le problème : « La diversité socio-professionnelle, l'inégalité des revenus, l'influence religieuse, l'absence de conscience de classe ou l'auto-identification à certaines couches des classes moyennes, la mobilité sociale, la tendance traditionaliste des femmes, le genre de travail, la concentration ou la dispersion ouvrières sont les principaux aspects des clivages politiques de ce qu'on appelle la classe ouvrière. Il est entendu que tous ces facteurs, et d'autres moins importants, agissent simultanément et conjointement et que nos distinctions répondent simplement aux nécessités de l'analyse. »

Voilà des choses qu'il n'est sans doute pas inutile de savoir, encore que le profane doué d'un peu de bon sens puisse l'apprendre sans statistiques ni sondages d'opinion. Par contre, ce qui nous apporterait du neuf, c'est l'étude des partis ouvriers eux-mêmes et leur évolution en tant qu'appareils non ouvriers, à mesure qu'ils se développent ; la valeur accordée par les ouvriers à leur parti, non pas au moment de la consultation électorale, mais chaque jour ; et enfin, la différence quantitative entre la classe ouvrière réelle et le secteur de citoyens ouvriers votant. Ils y aurait quelques surprises : du genre de celle éprouvée par les fonctionnaires de la C.E.C.A. découvrant qu'un des plus forts contingents de mineurs de la Petite Europe est formé de... Polonais.

L. M.

# D'où vient l'argent ?

MOIS DE MARS 1960

## RECETTES :

Abonnements ordinaires .....	1.070,24	
Abonnements de soutien .....	880 »	
		1.950,24
Souscription .....	27 »	
Vente « R.P. » .....	88 »	
Vente des brochures .....	»	
Reçu pour le livre de Rosmer .....	35 »	
Divers .....	3 »	
		2.104,24
En caisse à fin février .....	742,23	
		2.846,47

## DEPENSES :

Impression et papier («R.P.» février 60) (complément) .....	805,40
Impression et papier («R.P.» mars 60) .....	1.115,75
Avance sur « R.P. » d'avril 1960 .....	200 »
Frais d'expédition .....	153,62
Téléphone .....	47,50
Autres frais généraux .....	13,10
Versé au Cercle Zimmerwald (livre Rosmer) .....	165 »
	2.500,40

## En caisse à fin mars :

Espèces .....	65,03
Chèques postaux .....	281,04
	346,07
	2.846,47

## LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

André Alix (Seine), 25 ; R. B... (Seine-et-Marne), 25 ; Mohamed Ben Hamouda (Tunisie), 20 ; Paul Berlot (Seine), 20 ; A. Bermon (Var), 20 ; Paul Boissel (Ardèche), 20 ; Frédéric Boissier (Loire), 20 ; Laurent Centene (Pyrénées-Orientales), 25 ; André Charlot (Paris), 20 ; Georges Chéron (Paris), 20 ; Jean-Jacques Claudet (Paris), 20 ; Marcel Clermonté (Seine), 20 ; Emile Dambourgès (Gironde), 25 ; Clément Delsol (Paris), 25 ; Francis Dufour (Aude), 20 ; René Dupuy (Paris), 20 ; André Garnier (Loire), 20 ; Guillaume Geslin (Seine), 25 ; Mme M.-M. Gilberton (Loire), 20 ; Roger Guéret (Puy-de-Dôme), 20 ; Félix Guyard (Seine-et-Marne), 20 ; G. Hubert (Charente), 20 ; Raymond Jullien (Isère), 20 ; Eugène Lacrouts (Calvados), 30 ; Marcel Lancia (Jura), 30 ; Mlle Marguerite Landry (Vienne), 20 ; François Langue (Eure), 20 ; Yves Lévy (Seine-et-Oise), 20 ; Fernand Martin (Drôme), 20 ; Henri Montelliet (Puy-de-Dôme), 20 ; Victor Nan (Haute-Garonne), 20 ; A. Respaut (Aude), 20 ; Mlle Marie-Antoinette Rondet (Loire), 20 ; C. Rozet (Loire), 20 ; Louis Simon (Seine), 30 ; Henri Sorin (Loire-Atlantique), 20 ; Dominique Spinetta (Seine-et-Marne), 20 ; L. Taragant (Seine), 20 ; André Vialet (Côte-d'Or), 20 ; Jean Vidal (Haute-Loire), 20 ; Georges Yvernel (Paris), 20. — Total : 880 n. francs.

## LA SOUSCRIPTION

Anckar (Suède), 2 ; Marcel Béty (Tunisie), 2 ; Maurice Dommanget (Oise), 3 ; Auguste Fornerod (Suisse), 2 ; Erich Gerlach (Allemagne), 2 ; H. Léger (Haute-Savoie), 4 ; André Lermillier (Oise), 1 ; Félix Rivière (Rhône), 5 ; Charles Suchet (Basses-Pyrénées), 3 ; Roger Verdéhaan (Bouches-du-Rhône), 3. — Total : 27 n. francs.

## LES FAITS DU MOIS

**MERCREDI 2 MARS.** — La ville d'Agadir, presque complètement détruite par le tremblement de terre, est évacuée.

**DIMANCHE 6.** — Election municipale au Grand Quimper ; victoire des socialistes et des radicaux grâce au désistement des communistes.

**LUNDI 7.** — A Moscou, réception de M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale. Par 18.152 voix contre 14.593, un referendum accorde le droit de vote aux femmes dans le canton de Genève.

**MERCREDI 9.** — La ligue des droits de l'homme dénonce la résidence forcée imposée à des réfugiés politiques pendant la visite de M. Khrouchtchev. Même protestation de F.O. et de la C.F.T.C.

L'Union des syndicats C.G.T. de la Seine mobilise ses troupes pour saluer M. Khrouchtchev.

**JEUDI 10.** — Le bureau du parti socialiste réclame une double négociation avant le cessez-le-feu.

La République fédérale allemande adresse un ultimatum à la Guinée sur ses relations avec Berlin-Est.

Ouverture à Cannes des Etats-Généraux des communes d'Europe.

**VENDREDI 11.** — Les Américains lancent un astéroïde dont la trajectoire doit couper l'orbite de Vénus.

**DIMANCHE 13.** — Emeutes à Elisabethville (Congo belge) : 14 morts et plusieurs centaines de blessés.

**LUNDI 14.** — Comité national du M.R.P.

Etat d'exception décrété en Argentine.

**MARDI 15.** — Installation à Léopoldville d'un nouveau collège exécutif.

**MERCREDI 16.** — En Corée du Sud, réélection de Syngan Rhee, mais protestation de l'opposition. A l'O.N.U., résolution sur les droits d'asile malgré l'opposition de l'U.R.S.S.

Manifestation de noirs contre la ségrégation raciale aux Etats-Unis, en Caroline du Sud.

Agitation sociale en Italie chez les ouvriers agricoles, dans les chantiers navals et l'Electricité.

**JEUDI 17.** — Le Sénat de Porto-Rico vote une motion de censure contre le président Eisenhower.

**VENDREDI 18.** — Malgré la volonté de la majorité de l'Assemblée nationale, le président de la République refuse de convoquer le Parlement.

La Fédération protestante de l'enseignement approuve la pétition du Comité de défense laïque contre la loi scolaire.

**SAMEDI 19.** — Deuxième journée de chômage dans les houillères du Nord.

**LUNDI 21.** — A Ceylan, les élections marquent une défaite du parti du gouvernement.

Tchang-Kai-Chek est réélu président de la République de Chine nationaliste.

Troubles sanglants en Afrique du Sud.

**MERCREDI 23.** — Arrivée à Paris de M. Khrouchtchev.

**JEUDI 24.** — Aux Etats-Unis, la Chambre des Représentants, par 215 voix contre 124, vote un plan pour assurer le droit de vote des noirs dans le Sud.

Les syndicats de médecins et de dentistes confirment leur opposition au projet de réforme de la Sécurité sociale.

Les Syndicat national des instituteurs s'élève contre les décrets d'aide à l'enseignement privé également combattu pour des raisons opposées par l'Union nationale des Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre.

**VENDREDI 25.** — Fin de la grève de Laoc.

Les négociations franco-malgaches aboutissent à un accord.

**SAMEDI 26.** — Congrès du Syndicat de l'Enseignement supérieur.

**DIMANCHE 27.** — A une élection cantonale de Seine-et-Marne, succès d'un socialiste autonome.

Elections en Argentine : victoire de l'opposition, recul des péronistes.

**LUNDI 28.** — Journée de deuil en Afrique du Sud à laquelle participe 500.000 travailleurs noirs.

**MERCREDI 30.** — Une colonne de 30.000 travailleurs noirs africains se soulèvent contre le gouvernement.

Grève des acteurs de cinéma de Hollywood.

**JEUDI 31.** — En Afrique du Sud, le gouvernement proclame l'état d'urgence ; le Conseil de sécurité se saisit du problème.

**VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER...**

## **LA CHINE**

par Robert LOUZON

Prix : 4 N.F. (franco)

## **TROIS SCISSIONS SYNDICALES**

par Pierre MONATTE

Prix : 6 N.F. 90

(Commandes à adresser à « la Révolution prolétarienne »  
C.C.P. 734-99 Paris)

## **L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS**

par Roger HAGNAUER

## **EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?**

par Pierre DICHAMP

Chaque exemplaire : 1 N.F.

## **POURQUOI ET COMMENT SE BAT LA HONGRIE OUVRIÈRE**

L'exemplaire : 50 centimes

(Commandes à adresser à l'Union des syndicalistes  
R. Marcheti, rue Dulaure, Paris-20<sup>e</sup>, C.C.P. 7473-08 Paris)

## **LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

par Alfred ROSMER

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

Prix provisoire de lancement : 15 N.F.

(Commandes à adresser au Cercle Zimmerwald  
78, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>), C.C.P. 8.490.16 Paris)